

Sommaire

DOSSIER SPECIAL
LYCEE

- L'étude de cas en géographie et en histoire 02
par Pierre Moraine, IA-IPR
- Aborder la question « les Français dans la 03
première guerre mondiale » à partir d'une
étude de cas : « Les carnets de guerre de
Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918 ».
*par David-Pierre Rouu, Lycée Chrestien de
Troyes de Troyes*
- Etude de cas, composition et 10
développement durable en géographie de
seconde
*par Bernadette Tisserand, groupe
académique Lycée*
- Industrialisation et Femmes dans l'industrie 11
au 19^e siècle : l'exemple de la bonneterie
Troyenne
par le groupe académique Lycée
- Le Creusot , une ville de l'âge industriel 19
par le groupe académique Lycée
- Savoirs et compétences des élèves 20
en Histoire-Géographie à la fin de la classe
de 3^e
*par Patrice Gielen, IA-IPR d'Histoire
Géographie*
- La liaison 3^e - 2^{nde} 21
par le groupe de travail académique

PATRIMOINE

- Education et patrimoine : problématiques 23
et pratiques du patrimoine industriel
par Gracia Dorel-Ferré

NOS COLLEGUES ECRIVENT

- Les premiers artistes vétérinaires en 27
Champagne à la fin de l'Ancien Régime
*par Patrick Wadel, collège Joseph Cressot
de Joinville*
- La Résistance dans l'Aube 32
*suite du dossier de l'AERI
Voir bulletin n° 32 - mars 2004*

Editorial

Une nouvelle année scolaire s'engage avec son lot de continuité et de nouveautés, un nouveau bulletin prend la relève.

La continuité réside pour l'essentiel dans les missions qui nous sont confiées : instruire les jeunes, contribuer à leur éducation et à leur assurer une formation en vue de leur insertion sociale. Nous aurons, en ce sens, une attention particulière à la transmission des valeurs de la République, à l'acquisition des savoirs fondamentaux et des savoirs faire qui conduiront l'élève vers l'autonomie, la maîtrise du sens critique et celle du langage. En collège, les programmes restent les mêmes, la situation est cependant propice à une réflexion sur nos pratiques dans notre discipline, dans le cadre des équipes et des dispositifs spécifiques et transversaux. La réflexion scientifique avance, elle modifie certains contenus et les approches pédagogiques, votre formation continue, tant institutionnelle que personnelle, contribue à ces mises à jour, l'exemple du patrimoine industriel, ouvert sur le passé et l'avenir, est remarquable à cet égard.

Les grandes nouveautés concernent davantage les programmes du lycée, il faut entrer dans les programmes de première et de terminale, construire des programmations et mettre en place de nouvelles démarches. L'étude de cas est au centre du système, nous ne doutons pas que les pistes de travail ainsi que les réflexions du bulletin vous permettront d'aller plus loin.

Les outils informatiques ouvrent des possibilités extraordinaires qui concernent tout le monde ; la continuité s'opère dans l'évolution. Les bases de travail sont de plus en plus riches et adaptées comme en témoignent les dernières nouveautés de l'histoire locale de la Résistance produites sur CD Rom par le CRDP et dont nous avons publié des éléments dans les derniers bulletins. Nous aurons, probablement des temps de rassemblement nous permettant de faire le point et d'avancer sur la voie des multimédia. C'est un chantier important, un enjeu de société, il ne s'agit pas de passer à côté, il faut activer vos boîtes aux lettres professionnelles et engager la pratique en classe.

Deux autres nouveautés retiennent notre attention : la généralisation de l'éducation à l'environnement et au développement durable et l'avenir du bulletin.

La circulaire de rentrée a donc généralisé l'éducation à l'environnement, nous sommes par nature et par nos programmes directement impliqués, les pistes de travail sont multiformes dans le cadre des programmes. Un site académique sera créé prochainement et le bulletin ne manquera pas, tout comme la liste de diffusion des professeurs d'histoire géographie qui est à votre disposition, de vous tenir informés.

Le bulletin, initié par Gracia Dorel Ferré en 1991, correspond à une demande, c'est un instrument de communication privilégié que vous nourrissez, il va lui aussi évoluer : vous trouverez le prochain numéro en ligne, comme nous l'avons annoncé. Vous pourrez toujours participer à sa construction et en retirer les bénéfices mais le mode opératoire sera pratique et adapté à notre époque.

En y réfléchissant bien, il y a, et c'est dynamisant, beaucoup plus de chances d'innovation que de risques d'immobilisme, cela rend notre métier difficile par les modifications profondes des attentes des élèves et des postures de l'enseignant mais c'est toute la richesse de l'éducation et de la transmission de savoirs que nous avons en main.

Pierre Moraine, Patrice Gielen, IA IPR

L'étude de cas en géographie et en histoire par Pierre Moraine, IA-IPR

Introduite en géographie par le nouveau programme de la classe de seconde (BO n°6 du 31 août 2000), cette nouvelle démarche pédagogique est entrée dans les pratiques avec plus ou moins de bonheur. Le programme et les documents d'accompagnement de la classe de première viennent renforcer la place de l'étude de cas.

Les objectifs sont clairement énoncés, certains rejoignent les finalités déjà tracées de notre enseignement.

- fournir aux élèves les moyens de comprendre le monde tant dans son présent que dans son passé, la relation entre les deux étant particulièrement riche.

- Acquérir les outils et les démarches de la réflexion scientifique propre à l'histoire géographique, en particulier, la mise en œuvre d'un réel raisonnement géographique.

- Permettre de concevoir dans une approche globale, le rôle de l'homme sur l'espace, la relation multiple et complexe avec le territoire, dépasser les clivages géographie physique et géographie humaine ou la simple relation de la géographie générale à la géographie régionale, pour s'orienter vers l'étude de géosystèmes.

L'ambition finale, le centre de cette démarche d'enseignement, est de type civique et social, il s'agit de rendre l'élève capable de se sentir, plus tard, responsable de la gestion du territoire et de mettre en pratique les savoirs et les raisonnements géographiques et historiques dans sa vie personnelle et citoyenne. Comme le rappelait le Doyen de l'Inspection Générale d'histoire géographique, Michel Hagnerelle : « enseigner une histoire géographique utile et citoyenne », voilà la finalité centrale que l'on pourra aisément généraliser à l'ensemble de nos programmes.

Quelle démarche peut on mettre en œuvre ? Nous recommandons à nos collègues de se reporter aux analyses données par Gracia Dorel-Ferré dans le Bulletin de liaison des professeurs d'histoire géographique n°26 de février 2002, elles seront fort utiles à découvrir ou à redécou-

vrir et gardent leur pertinence pour les études de cas de la classe de première. Je rappellerai ici quelques uns des points fondamentaux.

L'étude de cas se place toujours en tête d'étude d'un thème, elle s'articule autour des problématiques dominantes du thème, elle est associée à des exemples, illustrations de la démonstration. Une seconde étude, moins longue peut venir compléter lorsqu'une problématique n'a pas été couverte par la précédente.

Deux problèmes découlent de ce qui précède, la maîtrise du temps et le choix de l'étude. L'étude de cas principale dure de trois à cinq heures, le choix de l'angle d'approche est donc fondamental. L'étude doit être représentative, elle permet de définir les enjeux, les problèmes, d'analyser des situations diversifiées, d'intégrer les notions du programme, elle s'inscrit dans un territoire. Il est donc nécessaire de s'interroger sur les problèmes, les savoirs faire et les notions que le thème va obligatoirement faire ressortir en dehors de toute prétention d'exhaustivité. Cette tentation de tout dire, que nous connaissons bien, est subordonnée au raisonnement et à ses outils.

Le choix du corpus documentaire relie celui du sujet et répond à des règles claires, les documents doivent être diversifiés, à des échelles différentes afin de bien montrer l'emboîtement des phénomènes et leurs interférences, ils doivent être aisés d'accès et couvrir au maximum les problématiques mais leur nombre doit être limité pour permettre le croisement de leurs contenus et ne pas disperser la progression du raisonnement.

La réponse aux problématiques va se concentrer dans une synthèse, contextualisation de l'étude ou des études. C'est l'étape finale, la plus importante pour une bonne compréhension des phénomènes géographiques, l'étape de croisement du thème et de l'espace monde, le moment de l'abstraction. Elle pose deux questions essentielles déjà identifiées par Gracia Dorel-Ferré : où et sous quelles formes proches ou identiques la situation géogra-

phique analysée se retrouve-t-elle dans le monde ? y-a-t-il d'autres types de réponses apportées par les sociétés humaines aux mêmes problèmes d'aménagement ou d'environnement ? Cette mise en perspective élargit le champ de la réflexion et celui de la portée des notions. Il faudra cependant se garder des généralisations artificielles et abusives, chaque cas est particulier et ne peut être érigé en modèle.

La trace écrite, indispensable, se composera du dossier d'étude, des diverses analyses et de la mise en perspective, ce qui permettra à l'élève de revenir sur les documents et les démarches d'analyses afin de fonder ses capacités, l'acquisition des notions et des connaissances mises en œuvre.

La vérification des capacités à réutiliser raisonnements, analyses et notions constituera l'évaluation.

La démarche d'étude de cas pose la question des conditions de la réussite ainsi que, de façon plus large, la question d'évolution de nos enseignements. La réussite va dépendre d'un faisceau d'éléments : du choix de l'étude, de son étendue, de ses objectifs, de l'échelle choisie ou du jeu multiscalair introduit, de la composition du dossier et de la maîtrise des outils par les élèves. Ceux-ci seront placés en situation d'autonomie, face à des problèmes à résoudre. Le rôle respectif du professeur et des élèves change, le professeur ne transmet plus directement les connaissances, il met en place une stratégie et place l'élève en position d'acteur de sa propre formation. Le professeur travaille en amont pour choisir les problématiques, les notions et les documents, il est modérateur, accompagnateur, technicien du raisonnement pendant l'étude, il est catalyseur durant la synthèse. Derrière ces évolutions, se profilent les conditions de mise en activité des élèves, la maîtrise des langages, l'acquisition des raisonnements et des connaissances, auxquelles vont répondre la diversification des pratiques, l'attrait apporté par notre matière et le sens donné à notre enseignement, l'enjeu est important.

Aborder la question « les Français dans la première guerre mondiale » à partir d'une étude de cas : « *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918* ».

par David-Pierre Rouu, Lycée Chrestien de Troyes de Troyes

Découverts et édités pour la première fois en 1978, réédités maintes fois depuis¹, *les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier*, notes prises sur le vif de l'action par un poilu qui devait faire la guerre d'un bout à l'autre et remises au propre après les événements, apportent un précieux témoignage sur le vécu des soldats, témoignage reconnu aujourd'hui pour son authenticité après divers débats à ce sujet². Œuvre d'un homme du rang, témoin engagé des événements qu'il vit, armé pour tout diplôme de son certificat d'études primaires, ces *Carnets de guerre* restent aussi remarquables par la qualité de la prose de leur auteur, à tel point, que le président F. Mitterrand a pu affirmer qu'ils étaient une « véritable œuvre littéraire »³.

Matériau essentiel pour construire une « histoire du vécu »⁴ de cette guerre de 1914-1918, source privilégiée pour mener une approche socio-culturelle de la guerre qui est aujourd'hui, passé le temps où l'histoire militaire et diplomatique restait au centre de la réflexion sur la guerre, au cœur des travaux des historiens sur la question⁵, ces *Carnets de guerre* peuvent tout à fait trouver leur place dans la perspective qui est celle des programmes actuels de lycée et, en particulier celui de la série S où il s'agit d'aborder « Les Français pendant la première guerre mondiale », où « le fil conducteur retenu par le programme est le vécu et les représentations des Français »⁶. Témoignage engagé c'est-à-dire nourrissant une réflexion à la logique explicite sur l'événement qu'est la guerre, ces *Carnets de guerre* apparaissent comme une source parfaitement adaptée à l'esprit des programmes, à condition de bien préciser le point de vue qui est celui de l'auteur, de montrer ce qu'il introduit comme biais dans son analyse, mais aussi en quoi il constitue en tant que tel une représentation de l'événement. En outre, si ce témoignage nous amène à aborder le vécu des hommes au front, il peut permettre, avec plus de nuances et de précautions, de mettre au jour certains

aspects de la vie de l'arrière. En ce sens, il peut constituer une étude de cas susceptible de fournir le matériau nécessaire à la construction de notions clés sur la question et nourrir ainsi « une analyse globale »⁷ de l'événement qu'est la Grande Guerre, analyse centrée autour de l'idée de brutalisation des masses combattantes, et de généralisation de l'implication des Français dans la guerre.

La richesse de la source, mais aussi les précautions à prendre quant à son utilisation doivent dans un premier temps être analysées afin de mettre en évidence ce qu'il est possible d'exploiter comme information dans la perspective d'une étude sur les « Français dans la première guerre mondiale ». Source riche, elle reste cependant le point de vue d'un soldat et sa richesse ne peut pleinement être perçue qu'une fois un travail de contextualisation de l'événement et une présentation de l'auteur effectués. Ce n'est qu'une fois ce cadre d'ensemble posé et un choix de textes opérés qu'il devient possible d'étudier « les Français dans la guerre » à partir de ces *Carnets de guerre*.

1. Valeur et limites de l'approche du thème « Les Français dans la première guerre mondiale » à partir du récit de L. Barthas

S'il faut s'interroger sur la pertinence de l'utilisation de carnets de combattants pour une étude sur le thème, « les Français dans la guerre », tant il est vrai que ces derniers ne sont pas seulement les Français engagés dans les combats, la source peut cependant avoir sa valeur, par ce qu'elle peut laisser voir de la guerre dans les tranchées et parfois même au delà, mais aussi parce qu'elle peut apporter un regard critique, donc une réflexion explicite, sur la guerre, susceptible de mieux nous faire percevoir ce que vécurent les Français dans la guerre, et comment ils perçurent l'événement.

1.1. La double limite inhérente à l'utilisation d'un carnet de combattant

Indépendamment de la qualité intrinsèque du récit, de sa fiabilité, utiliser des carnets de combattants pour construire une étude de cas rigoureuse revient à faire le choix d'un support documentaire uniquement textuel, à s'astreindre à ne pas utiliser des sources de nature plus variée. S'il est possible de trouver dommageable de se priver de toute la variété des sources documentaires disponibles sur la question, le problème peut cependant être vu à l'envers, il devient possible de montrer qu'à travers l'utilisation de ce seul type de document de larges pans de la question sont perceptibles, à condition d'en mener une analyse pertinente. Par conséquent, si le choix d'une approche de ces Français dans la guerre à partir d'un récit de combattant limite la diversité des sources, celui-ci a aussi sa logique et ne peut pas être écarté *a priori*.

Cependant, il est un autre point sur lequel cette seule et unique source, encore une fois indépendamment de ses qualités propres, peut poser problème : un carnet de combattant c'est par définition la guerre vue par un Français impliqué directement dans le conflit, consacrant l'essentiel des pages qu'il rédige à ce dernier, et permettant difficilement d'approcher les Français (et Françaises) *en général*, dans la guerre, et encore moins certains problèmes pourtant aussi essentiels que l'effort d'organisation économique pour la guerre. Ceux de Barthas laissent voir quelques souvenirs de l'arrière, qu'il s'agisse de son foyer familial ou des hôpitaux, ou encore des villes et gares par lesquelles il fut amené à transiter, mais il n'en demeure pas moins que la place prise par ces éléments reste fort logiquement faible comparée à celle laissée à l'évocation de la guerre à l'avant. Au demeurant, certaines notes existent et peuvent fournir un matériau fort utile à l'exploitation de ces carnets dans la perspective d'une étude de cas, à condition

d'avoir un regard critique sur la nature de la source proprement dite. En effet, si notre homme peut se plaindre d'une certaine incompréhension par les gens de l'arrière⁸, il n'est pas sûr que lui-même puisse, dans le peu de temps dont il disposait pour profiter de « la douce quiétude de l'arrière », saisir la profondeur de l'implication dans la guerre des civils ou tout au moins de certains d'entre eux, et, en tous les cas, de la diversité des implications des civils.

1.2. Un récit d'un homme du rang offrant un témoignage sur la guerre dans toute sa durée

S'il est un point sur lequel les carnets de guerre de Louis Barthas restent un source de grande valeur c'est bien en ce qui concerne le témoignage qu'ils apportent sur la guerre vécue par les soldats. D'abord, et ce n'est pas anodin, le récit de Barthas est celui d'un caporal, qui fut pendant un court laps de temps dégradé pour insubordination, c'est-à-dire un homme du rang, ayant vécu la guerre au cœur des tranchées, exposé au danger permanent dans le conflit. En ce sens, ce témoignage revêt une valeur tout à fait remarquable, d'autant plus que Barthas a fait la guerre d'un bout à l'autre. Mobilisé dès Août 1914, même s'il ne touche vraiment le front qu'à partir de Novembre de cette même année, il le reste jusqu'en février 1919. En décomptant les périodes de permission, il a passé 36 mois au front⁹. Pareille connaissance dans la durée du front fait de ce témoignage, *a priori*, un témoignage de valeur.

A priori seulement tant peut se poser le problème de la construction du récit. En effet, prenant prétexte de la tonalité pacifiste de nombre de passages du récit, S. Audouin-Rouzeau pouvait noter que Barthas « a écrit ses carnets de guerre à partir de notes personnelles prises pendant le conflit », ce qui entraînerait une « déformation du souvenir », par l'antimilitarisme et le pacifisme des années vingt et trente¹⁰. Mais l'argument, aux yeux de celui qui a découvert et édité ces carnets, Rémy Cazals paraît peu convaincant, tout comme d'ailleurs aux yeux d'autres historiens¹¹ : si quelques phrases ont été rajoutées après coup, « si la rédaction définitive s'est faite, au propre sur les dix-neuf cahiers, après la guerre et la démobilisation du tonnelier, la plus grande partie du texte était prête, entièrement rédigée pendant la guerre »¹².

Si le témoignage apparaît fiable en ce sens qu'il n'est que très marginalement déformé par le souvenir, il n'en demeure pas moins qu'une certaine tonalité pacifiste apparaît, mais elle est le produit des convictions propres de Barthas, c'est-à-dire son point de vue d'homme et de citoyen sur les événements qu'il traverse.

1.3. Du militant socialiste d'avant guerre au combattant dévoué mais peu cocardier : un témoignage critique sur la guerre

En effet, militant syndical, militant socialiste, ayant tuteuré en autodidacte, avec pour tout diplôme un certificat d'études, les écrits de Marx et de Guesde, le point de vue de Barthas, qui est celui d'un « humaniste avant tout, [qui] incarne bien la gauche républicaine et le socialisme démocratique qui caractérisent le Midi au début du siècle »¹³, est d'autant plus intéressant qu'il est celui d'un personnage peu enclin compte-tenu de ses opinions politiques à l'enthousiasme belliciste. En effet, étudier les *Carnets* de Barthas c'est aussi étudier un personnage qui n'avait rien d'un va-t-en-guerre et comprendre l'action menée par un soldat-citoyen, par devoir, d'un bout à l'autre du conflit, rappelons-le. Et c'est par là même, en même temps qu'un témoignage riche de sa valeur critique, un hommage involontaire à l'éducation citoyenne de la Troisième République.

Cet hommage réside, à notre sens, tout à la fois dans l'acceptation de la réalité des combats, en même temps que dans la conscience très critique que pouvait avoir Barthas de ces derniers, et de l'infamale machine à broyer les individus qu'était cette situation de guerre. Peut-être la critique des chefs, « leitmotiv constant chez lui »¹⁴, critique qui ne débouche au demeurant que sur une contestation modérée au moment des mutineries de 1917, en est le plus parlant exemple. Souvent plus que sceptique vis-à-vis du commandement, d'un commandement qui, à tous les niveaux, lui apparaît mal conduire la lutte, ne pas savoir économiser la vie des hommes, souffrir d'ambitions démesurées, notre homme montre ainsi sa capacité à analyser la situation de guerre dans laquelle il est, avec ses camarades, plongé. Cette capacité de réflexion lui vaut d'être désigné meneur lorsque différents hommes de son régiment s'engagent dans une action de mutinerie en 1917. S'il refuse en écrivant à ce pro-

pos que « cela dépassait les bornes de l'in vraisemblance », qu'il « n'avait pas envie de faire connaissance avec le poteau d'exécution », il n'en rédige pas moins pour ses camarades un texte « protestant contre le retard des permissions » et peut ainsi affirmer que « la révolte était ainsi placée sur le terrain du droit et de la justice »¹⁵. C'était bien une critique de citoyen, désireux d'être considéré comme un citoyen par sa hiérarchie¹⁶.

Par conséquent, ces carnets de guerre, au delà du témoignage sur le quotidien du soldat, témoignage en soi fort précieux, sont marqués aussi par cette conscience critique sur le fil des événements, conscience critique dont il faut tenir compte pour tirer un juste profit de la lecture de ces *Carnets*, mais qui est aussi, précisément, un moteur pour alimenter notre réflexion sur le sujet...

2. Des Carnets de guerre, pour quelle démarche pédagogique ?

Comme toute étude de cas, celle-ci suppose un travail de contextualisation, concernant aussi bien les événements militaires proprement dits, que l'auteur, au sujet duquel il est nécessaire de préciser qu'il s'agit d'un homme de la gauche républicaine méridionale confronté au conflit, ce dernier point permettant en quelque sorte d'établir un lien avec le cours précédent sur l'avant guerre, et de voir comment un Français de la « Belle Epoque » a pu devenir un Français dans la guerre. Ce n'est qu'ensuite, que l'on peut envisager l'étude de cas proprement dite.

2.1. Que dire sur les événements militaires proprement dits ?

Sans faire un récit de la guerre, quelques repères doivent être apportés afin que notre étude de cas puisse être correctement menée. Brièvement il s'agit d'abord d'évoquer les enjeux et les protagonistes du conflit, à moins que ceci ait été vu dans le cours sur « la Belle Epoque » et la puissance française au début du siècle. De même, le ralliement de toutes les forces politiques à la guerre, et en particulier du mouvement socialiste peut être brièvement évoqué, à moins de préférer noter cela en présentant Barthas qui était un militant socialiste.

Présenter à très gros traits les grandes phases de la guerre mérite ensuite d'être fait, en mettant en évidence au moins deux moments de rupture dont l'évocation peut être délicate dans la mesure où il ne faut pas empiéter sur ce que les documents doivent permettre d'aborder. En effet, présenter le passage d'une guerre de mouvement à une guerre de position peut poser problème dans la mesure où il ne s'agit pas ici de définir les différents aspects de cette dernière, le texte de Barthas devant permettre de le faire. De même, l'évocation de la transformation des équilibres de l'année 1917, si elle ne pose pas de difficulté particulière pour ce qui concerne l'entrée en guerre des Etats Unis, puisqu'on reste dans une stricte logique de présentation de stratégie militaire d'ensemble et de rapports de force entre puissances, est en revanche plus délicate à mener pour ce qui concerne l'évocation des révolutions russes. S'il n'est évidemment pas de notre propos de faire la présentation de celles-ci, il peut au moins sembler nécessaire de mentionner ici le caractère usant de la guerre, ne serait-ce que pour préciser que les événements prirent en Russie une tournure encore plus dramatique et tragique qu'ailleurs. Le risque est ici d'entrouvrir la porte de la découverte de la vie quotidienne des hommes et des femmes ayant vécu ce temps de guerre mais, d'un autre côté, on peut difficilement faire l'économie de cette présentation sans quoi la présentation générale du cadre événementiel ne serait qu'une succession de repères chronologiques sans liens, ni sens.

2.2. Présenter l'auteur de ces carnets de guerre

Une fois cette rapide évocation du cadre d'ensemble faite, c'est notre auteur qu'il s'agit de présenter aux élèves en articulant cette présentation autour de l'idée que son engagement, quand bien même était-il un engagement par devoir, tout comme son témoignage de français sur la guerre, sont une traduction de la réalité de l'unité nationale de la France au début du vingtième siècle. Homme du Midi, tonnelier dans le civil et devenu caporal dans l'armée, il ne devait pas moins faire quatre ans de guerre dans le Nord ; militant socialiste, restant fidèle à ses convictions et conservant toujours un regard critique sur la guerre, il n'en devait pas moins accepter cette réalité de la guerre de masse. S'il est légitime

de s'interroger sur ses motivations, et se demander s'il sentait l'impossibilité de « faire autrement », ce qui signifie au demeurant qu'il y avait un degré d'adhésion minimal à la cause de la guerre tant du côté Français que du côté adverse dont il percevait ce qu'il pouvait avoir de contraignant pour tous¹⁷, ou s'il s'agissait aussi de se montrer solidaire de ses camarades, et ne pas être ou sembler être un « planqué », il n'en demeure pas moins que notre caporal-tonnelier traduit par son attitude l'unité des Français dans la guerre.

Cela dit, cette volonté de loyauté envers ses camarades, est aussi un hommage, involontaire, à l'école républicaine d'avant 1914, qui « inculquait la loyauté et l'amour des hommes qui furent présents dans les tranchées » comme [ces carnets] le montrent¹⁸. Le fait même d'écrire ces carnets dans les tranchées, c'est-à-dire de ressentir le besoin d'écrire, et d'écrire en Français, « dans une langue impeccable, émaillée de quelques occitanismes »¹⁹, alors même qu'il n'avait pour tout diplôme que le « certif », est là encore un témoignage du succès de l'éducation républicaine d'avant 1914. Notre auteur prouvait ainsi qu'il mesurait toute la valeur de l'écrit, lui qui était capable de citer Hugo, mais aussi Goethe ou Homère, pour ne donner que quelques exemples, d'analyser ce qu'il vivait à la lumière des écrits de ces auteurs, et qui pouvait témoigner, dans une langue maîtrisée, d'un moment aussi exceptionnel que dramatique, capable de susciter un questionnement infini des hommes sur leur histoire.

2.3. Comment utiliser les carnets ?

Afin de pouvoir disposer d'une documentation suffisante pour amener les élèves à avoir une vision relativement complète de la question, il est nécessaire de procéder à un choix de plusieurs textes permettant de l'aborder. Le problème est d'arriver à trouver un nombre limité d'extraits dans un ouvrage qui compte près de cinq cent cinquante pages, et permettant de mettre en évidence nombre d'aspects centraux du sujet à partir d'un questionnement propre à chacun de ces « morceaux choisis ». Huit extraits, présentés en suivant scrupuleusement l'ordre du texte qui est aussi un ordre chronologique, nous ont paru pouvoir servir de documents de base à cette étude de cas. Les réponses aux questions sur les textes constituent des

marques d'étapes pour, ensuite, mettre en évidence les grands axes de la réflexion sur le sujet.

Cet ordre chronologique, pratique en même temps que respectueux du texte de Barthas, permettant de construire le travail comme une enquête sur la guerre à partir du parcours de notre auteur, n'a au demeurant qu'une importance relative pour la construction de la synthèse finale, l'essentiel étant d'amener ici un certain nombre d'idées centrales sur la question et de les regrouper autour de quelques thèmes principaux. En définitive, comme dans une étude d'ensemble documentaire de sources variées, l'intérêt reste précisément de croiser ces textes, pour aboutir à un travail de synthèse sur la question. Cela dit, dire que cet ordre chronologique n'a qu'une importance relative ne signifie pas qu'il ne faille pas en tenir compte : par exemple, l'un des extraits qui porte sur les mutineries de 1917 peut difficilement être compris s'il n'est pas inséré dans son contexte national -les lendemains de l'offensive du Chemin des Dames-, et international -le moment où la Russie entre en Révolution-, éléments d'autant plus importants à préciser au préalable qu'ils sont cités de façon explicite par Barthas²⁰.

Nécessitant un travail de contextualisation qui peut parfois se révéler délicat, l'étude de cas présentée à partir de ces carnets de guerre, permet cependant d'établir un lien entre cette question sur « les Français dans la guerre » et celle vue précédemment sur « la Belle Epoque », à condition d'insister sur l'image de « soldat-citoyen républicain » que peut se former à la lecture de ces carnets. Un citoyen dans la guerre : ainsi pourrait aussi s'intituler cette étude de cas.

3. « Les Français dans la guerre » : l'ensemble documentaire et son analyse

Repérer dans l'ouvrage huit extraits afin de pouvoir constituer l'ensemble documentaire propre à cette étude de cas peut relever du défi compte-tenu de la richesse des quelques cinq cent cinquante pages de l'ouvrage. Il faut s'y résoudre pourtant afin de pouvoir amener les notions clés propres au sujet, autour d'une problématique centrée tout à la fois sur la

globalité de l'effort de guerre et la brutalisation à grande échelle qu'entraîne le conflit, remettant en cause l'idée de progrès qui était au cœur de l'esprit de la « Belle Époque ». Permanence de l'unité nationale, rupture quant à l'idée de progrès, ainsi pourrait être abordée ces « Français dans la guerre », une fois vus les Français de la « Belle Époque »....

3.1. Les huit extraits choisis et les principales idées à relever

Dans un premier temps c'est la présentation du moment de la déclaration de guerre donnée par Barthas qui peut sembler mériter notre attention²¹. Permettant de mettre en évidence le point de vue de l'auteur, celui-ci évoquant l'événement qui se présente à lui comme une « guerre maudite, infâme, déshonorante pour notre siècle »²², c'est surtout le climat d'unité nationale, d'Union Sacrée qui est mis en évidence : « Le premier effet de la guerre était d'accomplir un miracle, celui de la paix, de la concorde »²³.

Le premier contact avec le front proprement dit, en décembre 1914²⁴, vaut d'être ensuite étudié dans la mesure où il pose un jalon dans le parcours de Barthas mais aussi parce qu'il permet de voir comment les soldats découvrent et doivent vivre avec la violence de la guerre : « on se trouva tout à coup dans un fossé étroit, boueux, on était arrivé (...). Sans souci du froid, des balles qui sifflaient au dessus de nous, de la proximité de l'ennemi (...) nous nous endormîmes d'un sommeil profond. (...) Toutefois, dans la nuit je fus éveillé par un bruit tout proche de pioches et de pelles (...) je demandais à ces travailleurs nocturnes quel genre de travail ils faisaient. « Tu ne vois donc pas que nous enterrons les morts du dernier assaut » me répondit une voix rude. Cette réponse me fit frissonner d'effroi de penser qu'il y avait des morts autour de moi »²⁵. En quelques lignes ce sont ainsi des aspects centraux de la vie des tranchées qui apparaissent dans toute leur violence, puisqu'il s'agit du premier contact de Barthas avec ce quotidien de la guerre.

Le troisième extrait, quant à lui, permet de mettre en évidence certaines décisions discutables du commandement et le regard critique des soldats sur leurs chefs, mais aussi les fraternisations qui purent parfois exister entre soldats Français et Allemands, ainsi que leurs limites²⁶. Si cet événement

peut sembler n'avoir qu'une place fort modeste dans le déroulement de la guerre, il montre aussi combien les soldats des deux camps sont conscients de partager une communauté de destin. Au demeurant, le fait de poursuivre le combat « malgré tout », par crainte du commandement aussi, permet de mettre en relief ce qui fut, pour certains soldats au moins, un combat mené par devoir.

A mi parcours en quelque sorte de notre cheminement, ce sont les premiers jours de permission de Barthas qui nous paraissent devoir être évoqués, quatorze mois après son départ au front²⁷ ce qui est fort évocateur de la dureté de la vie des soldats de la Grande Guerre. Moment de joie du fait des retrouvailles avec les siens, ce retour permet aussi à notre auteur de prendre la mesure de l'incompréhension qui existe entre le front et l'arrière où, selon lui, règne un « optimisme béat », résultat de « l'œuvre néfaste de journaux mensongers », seulement nuancé par l'attitude « des mères, des épouses [qui] tremblaient, souffraient, priaient mais en silence ». L'angoisse de la perte d'un proche mais aussi le travail de propagande de guerre apparaissent ici pleinement.

Le cinquième extrait permet de revenir sur la réalité des combats au moment de la bataille de Verdun²⁸. Si les idées à mettre en évidence recourent ici celles présentées avec le second « morceau choisi », elles en accentuent la dureté et la violence, aussi bien pour ce qui touche aux conditions de vie, qu'aux combats. En même temps, une certaine habitude de l'auteur avec la violence de la guerre peut être évoquée, ce qui était bien moins lisible dans le premier extrait. Alors qu'il s'effrayait de la présence de cadavres près de lui en 1914, la présence de « chair humaine (...) broyée, déchiquetée » est présentée ici avec un ton bien plus détaché, frisant le ton journalistique, et la découverte de ces morts n'empêche aucunement l'auteur de récupérer les « munitions, vivres de réserves et outils » qui avaient appartenu à ces soldats.

Les mutineries de 1917 constituent le cœur du sixième texte abordé ici²⁹. Texte parfois présent dans les manuels du secondaire, c'est à partir de l'analyse des causes des mutineries faite par Barthas qu'il est possible de mettre en évidence la grande lassitude des soldats et, à nouveau, un certain manque de considération du com-

mandement pour eux, en particulier en ce qui concerne l'octroi des permissions. Si la vigueur de la protestation est à noter à partir de ce document, c'est aussi le retour relativement rapide au quotidien de la guerre qui nous semble devoir être mis en évidence, moyennant la promesse faite par le commandement d'octroyer plus aisément les permissions. L'action par devoir des soldats est ainsi à nouveau repérable.

Le moment où l'auteur, début 1918, est hospitalisé en raison de son état d'épuisement, puis envoyé à l'arrière, à Bourgoin, afin de se reposer, est l'occasion de mettre en évidence l'état de santé non seulement de notre héros et de ses compagnons d'infortune et le caractère usant de la guerre, mais aussi de découvrir combien la guerre peut imprégner la vie de tout le pays³⁰. Logé quelques temps, écrit-il, dans un « hôpital bénévole installé dans les bâtiments d'une filature et d'une fonderie où plusieurs centaines d'hommes et de femmes étaient employés », il laisse ainsi voir une France où, à plusieurs centaines de kilomètres du front, la mobilisation pour l'effort de guerre reste tout à fait perceptible. Et s'il considère sans autre nuance, l'industriel ayant ouvert cet « hôpital bénévole » comme un « gros profiteur de guerre », il n'en demeure pas moins que Barthas permet de découvrir l'engagement de nombreux Français dans l'effort pour la victoire avec leurs moyens propres. Le poids de la guerre au quotidien, mais aussi l'unité des Français dans l'effort de guerre sont de ce fait mis en évidence.

Enfin, dernier moment qu'il peut être opportun d'aborder ici : la fin de la guerre et l'heure de la démobilisation. Notre auteur se montre ici fort sceptique au sujet de l'édification de monuments aux morts³¹ : « Ah ! si les morts de cette guerre pouvaient sortir de leur tombe, comme ils briseraient ces monuments d'hypocrite pitié » peut-il ainsi affirmer. Si son jugement n'est pas forcément celui d'autres anciens combattants, il a le mérite de montrer la rapidité avec laquelle les Français veulent commémorer cette « Grande Guerre », et son envolée terminale sur sa volonté de lutter « sans trêve ni merci jusqu'à [son] dernier souffle pour l'idée de paix et de fraternité humaine » au nom de ses camarades morts au combat, peut aussi s'interpréter comme sa manière à lui de garder vivant le souvenir de cette guerre. Mais elle est aussi annonciatrice du pacifisme profond de la société française de l'entre deux guerres.

3.2. Tableau des notions amenées par l'analyse des textes

Ce travail d'analyse, texte par texte mené, il reste à ordonner les différentes idées clés qui ont progressivement émergé pour construire une synthèse d'ensemble. Trois thèmes centraux peuvent sembler susceptibles d'en constituer la trame.

La réalité des combats et des théâtres d'opération peut constituer un premier axe du bilan. C'est ensuite l'attitude des soldats mêlant sens du devoir, résignation et rébellion qui peut être évoquée. Enfin, et le choix de textes opéré ici devrait permettre d'y arriver, la vision d'un arrière mobilisé dans le conflit peut être présentée ici.

Un tableau de synthèse peut éventuellement être construit pour mettre en évidence les notions et idées clés sur la question. Nous en donnons ici un exemple qu'il faudrait détailler plus avant devant les élèves, avec, pour chaque idée le ou les documents qui ont permis de les amener.

Les combats et les théâtres d'opérations : la brutalité d'un conflit	Documents d'appui	Des soldats entre sens du devoir, résignation et rébellion	Documents d'appui	Un regard sur le monde extérieur aux champs de bataille	Document d'appui
La réalité matérielle des tranchées -Des conditions de vie difficiles dans les tranchées -Un travail harassant d'aménagement permanent	Document 2 Document 5	Les rapports au sein de la hiérarchie militaire -La critique du commandement pour sa direction de la guerre... La critique de la faible considération pour les vies des soldats	Document 3 Document 6	L'Union Sacrée -Le moment de la déclaration de guerre : quel climat dans le pays ? -Un pays tout entier uni dans l'effort de guerre	Document 1
Danger et violence de la guerre, épuisement des combattants -Combats et offensives dans une guerre de position, permanence des bombardements -La question des gazages -l'épuisement physique	Document 2 Document 5 Document 7	Des fraternisations entre soldats Français et Allemands Des soldats Français et Allemands conscients de leur communauté de destin.	Document 3	Un pays entre bourrage de crâne et angoisse face à la mort -L'omniprésence de la propagande de guerre -L'absence des proches partis à la guerre et l'inquiétude des familles	Document 4
Une certaine habitude à la violence... par la force des choses	Document 5	Les mutineries de 1917 -Une cause fondamentale, la lassitude des soldats, le retard dans les permissions -Une action réelle mais limitée	Document 6	Quelle mobilisation de l'arrière ? Des usines d'armement et des « profiteurs de guerre » (selon Barthas mais, au demeurant patriotes...) Des centres de soin, loin du front pour soigner les blessés	Document 7
L'omniprésence de la mort -Des terrains de combats transformés en charniers -Des combats meurtriers	Document 2 Document 5			Quelle commémoration du combat ? -les projets d'édification de monuments aux morts -faire que la guerre soit la « Der des Ders »	Document 8

Conclusion

S'il faut parfois nuancer certains des propos de Barthas, du fait d'un point de vue qui peut paraître partial, en n'hésitant pas à interpeller le texte dans ses ambiguïtés, il n'en demeure pas moins que ces carnets de guerre sont une source inestimable pour pouvoir construire une étude de cas sur « les Français dans la guerre ». S'ils permettent d'aborder la vie des Poilus dans nombre de ses aspects, il est possible, à condition d'opérer une sélection de textes adéquate, de mettre en lumière aussi nombre de points extérieurs à la zone de combats proprement dite, qu'il s'agisse d'une « plus grande guerre » dans l'espace, à travers ce que l'auteur nous

laisse saisir de la mobilisation de l'arrière, ou dans le temps, avec l'évocation du climat d'Union Sacrée avant le conflit ou la volonté de commémoration immédiatement après sa conclusion.

Justement parce que leur auteur fait preuve, d'un bout à l'autre de son récit, d'une attitude critique vis-à-vis de l'action dans laquelle il est engagé, sont point de vue est déjà une réflexion susceptible de nourrir la nôtre sur le sujet, mais aussi un témoignage d'une morale du devoir propre à certains de ces hommes qui, sceptiques quant au sens de leurs combats, craignant leur hiérarchie mais refusant aussi les stratagèmes, pourtant connus, permet-

tant de poursuivre la guerre en « planqué », conservèrent jusqu'au bout le sens de la solidarité avec leurs compagnons de tranchées. Ce point de vue est certes celui d'un poilu parmi d'autres et peut mériter d'être nuancé, certains historiens montrant que la part d'adhésion patriotique était plus forte que ce que le texte de Barthas peut le laisser croire³². Il n'en demeure pas moins que, leçon de morale, à tout le moins leçon de civisme, ces *Carnets de guerre* permettent de pleinement donner à notre enseignement, à partir de cette question sur « les Français dans la guerre », cette dimension qui lui est consubstantielle.

La vision des combats et des théâtres d'opérations	Mots clés du texte	Des soldats entre résignation et rébellion	Mots clés du texte	Un regard sur le monde extérieur aux champs de bataille	Mots clés du texte
<p>La réalité matérielle des tranchées</p> <p>- Des conditions de vie difficiles dans les tranchées</p> <p>-Un travail harassant d'aménagement permanent</p> <p>Danger et violence de la guerre, épuisement des combattants</p> <p>- Combats et offensives dans une guerre de position, permanence des bombardements</p> <p>- La question des gazages</p> <p>- l'épuisement physique</p> <p>L'omniprésence de la mort</p> <p>- Des terrains de combats transformés en charniers</p> <p>- Des combats meurtriers</p>	<p>« l'eau ne tarda pas à s'infiltrer dans le fossé, à submerger les souliers ; les casques se transformaient en compte-gouttes ; de notre sac de petites cascades dégoulinait sur les reins, les épaules, le long des bras », p. 287</p> <p>« La tranchée que notre compagnie venait occuper était à peu près à mi-pente ; à l'entrée sur une pancarte à moitié emportée je lus « Tranchée Rascas ». Ce n'était en réalité qu'un mauvais boyau (...) Toute la nuit on nous fit travailler à rendre ce boyau praticable et habitable, p. 286-87</p> <p>« A tout hasard et à tout instant, les Boches tiraient des rafales d'obus. Blottis nous n'eûmes pas un blessé pour cette journée. Le soir, à nuit close, notre bataillon devait aller occuper les premières lignes. A l'heure fixée nous partîmes (...) Nous nous accroupîmes pour ne pas accrocher au passage quelque balle vagabonde ou quelques éclats d'obus », p. 287</p> <p>« Une nuit je sentis qu'on tirait ma couverture. Je frottai une allumette et je frissonnai d'horreur : mon voisin de lit vomissait des flots de sang par sa bouche et son nez qui jaillissaient jusque sur ma couche. C'était un jeune parisien aux poumons brûlés par les gaz. », p. 532</p> <p>« je protestais, fort de ma maigreur, que j'étais à bout de forces, épuisé par un séjour ininterrompu dans les tranchées depuis 1914. (...) [Le médecin-chef] me fit déshabiller, coucher sur une planche, m'ausculta. « Oui, dit-il, cet homme est fatigué, on va l'envoyer à l'intérieur ». p. 531</p> <p>« Là, de la chair humaine avait été broyée, déchiquetée : aux endroits où la terre avait bu du sang des essaims de mouches tourbillonnaient ; pourtant on ne voyait pas de cadavres mais on devinait leur présence, cachés sans doute dans des trous d'obus proches avec un peu de terre dessus, par des relents de chair corrompue », p. 286</p> <p>« La vue de ce triste tableau nous suggéra la juste appréhension que le lendemain, dès que les Boches s'apercevraient de notre présence, ils allaient nous mettre en marmelade. », p. 287</p>	<p>Les rapports au sein de la hiérarchie militaire</p> <p>- La critique du commandement pour sa direction de la guerre...</p> <p>La critique de la faible considération pour les vies des soldats</p> <p>Des fraternisations entre soldats Français et Allemands</p> <p>Des soldats Français et Allemands conscients de leur communauté de destin.</p> <p>Les mutineries de 1917</p> <p>- Une cause fondamentale, la lassitude des soldats, le retard dans les permissions</p> <p>- Une action réelle mais limitée</p>	<p>« Je suggérais au sergent Faure qui commandait la section l'idée de faire un tronçon de boyau allant en ligne droite à la tranchée du Moulin. On aurait ainsi évité un grand coude et de nombreux et brusques détours que faisait le boyau. (...) Cette idée fut soumise au capitaine, celui-ci consulta le commandant sur cette grave affaire. [II] en référé au colonel qui en causa au général qui hésita à cause que le plan du secteur devrait se rectifier ! », p. 214</p> <p>Il y avait d'ailleurs des raisons de mécontentement : l'échec douloureux de l'offensive du Chemin des Dames qui n'avait eu pour résultat qu'une effroyable hécatombe, p. 471</p> <p>« les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut ce singulier spectacle ; deux armées ennemis face à face, sans se tirer un coup de fusil. La même communauté de souffrance rapproche les cœurs, fait fondre les haines... », p. 215</p> <p>« En ce moment éclata la révolution russe.(...) Ces événements eurent leur répercussion sur le front français et un vent de révolte souffla sur presque tous les régiments. Il y avait d'ailleurs des raisons de mécontentement : l'échec douloureux de l'offensive du Chemin des Dames qui n'avait eu pour résultat qu'une effroyable hécatombe ; la perspective de longs mois encore de guerre dont la décision était très douteuse, enfin c'était le long retard apporté pour les permissions, c'était cela je crois qui irritait le plus le soldat », p. 471</p> <p>« Au refrain des centaines de bouches reprenaient en chœur et à la fin des applaudissements frénétiques éclataient auxquels se mêlaient les cris de « Paix ou Révolution ! A bas la guerre ! », etc. « Permission, permission ! Un soir, patriotes voilez-vous la face, <i>L'Internationale</i> retentit, éclata en tempête. [...] La promesse formelle était faite que les permissions allaient reprendre dès le lendemain à la cadence de seize pour cent sans arrêt. Les autorités militaires, si arrogantes, si autoritaires, avaient dû capituler. Il n'en fallait pas davantage pour rétablir l'ordre. » p. 472-473</p>	<p>L'Union Sacrée</p> <p>- Le moment de la déclaration de guerre</p> <p>-Un pays tout entier uni dans l'effort de guerre</p> <p>Un pays entre bourrage de crâne et angoisse face à la mort</p> <p>- L'omniprésence de la propagande de guerre</p> <p>- L'absence des proches et l'inquiétude</p> <p>Quelle mobilisation de l'arrière ?</p> <p>Des usines d'armement et des « profiteurs de guerre » (au demeurant patriotes...)</p> <p>Des centres de soin, loin du front pour soigner les blessés</p> <p>Quelle commémoration du combat ?</p> <p>- les projets d'édification de monuments aux morts</p> <p>- faire que la guerre soit la « Der des Ders »</p>	<p>« Cet homme annonçait, après le déluge, le plus effroyable cataclysme qui eût jamais affligé notre humanité, (...) il annonçait la mobilisation générale, prélude de la guerre, la guerre maudite, infâme, déshonorante pour notre siècle », p. 13</p> <p>« Il n'y eut plus d'adversaires politiques, insultes, injures, haines, tout fut oublié. Le premier effet de la guerre était d'accomplir un miracle, celui de la paix, de la concorde », p. 14</p> <p>« Je constatais qu'à l'arrière régnait un optimisme béat et une confiance absolue sur la prompte et victorieuse fin de la guerre. C'était l'œuvre néfaste des journaux mensongers », p. 227</p> <p>« seules des mères, des épouses tremblaient, souffraient, priaient mais en silence, en étouffant leurs sanglots », p. 227</p> <p>« notre train nous déposa à la petite ville de Bourgoin dans l'Isère. Nous fûmes conduits à un hôpital bénévole installé dans les bâtiments d'une filature et une fonderie où plusieurs centaines d'hommes et de femmes étaient employés, à côté du vaste parc et joli château du propriétaire M. Diederichs. Nous étions chez un de ces gros profiteurs de guerre. C'était sur le prélèvement de ses bénéfices qu'il entretenait cet hôpital à ses frais », p. 533.</p> <p>« ...dans les villages on parle déjà d'élever des monuments de gloire, d'apothéose aux victimes de la grande tuerie, à ceux, disent les patriotards, qui « ont fait volontairement le sacrifice de leur vie », comme si les malheureux avaient pu choisir, faire différemment. Je ne donnerai mon obole que si ces monuments symbolisaient une véhémence protestation contre la guerre, l'esprit de la guerre et non pour exalter, glorifier une telle mort afin d'inciter les générations futures à suivre l'exemple de ces martyrs malgré eux. », p. 552</p>

notes :

¹ Barthas L. : *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Paris, Maspero/La Découverte, 1978/1997, 564 p. L'édition de 1997 utilisée ici comporte outre le récit de Barthas sur la guerre, un introduction de Rémy Cazals qui avait découvert ces carnets et une postface de ce même historien précisant l'écho qui a pu être celui de ces carnets vingt ans après leur première publication ainsi que les débats historiographiques qui ont pu se nourrir de la lecture de cette source.

² Voir à ce propos la postface de R. Cazals dans Barthas L. :

Les carnets de guerre..., op. cit., p. 559-563, mais aussi l'article de Barral P. : « Les cahiers de Louis Barthas », in Caucanas S., Cazals R. : *Traces de 14-18, actes du colloque international de Carcassonne*, 24-27 avril 1996, Carcassonne, Les Audois, 1997, p. 21-30, et les quelques éléments ce débat que nous reprenons ici dans la première partie de ce travail

³ Phrase de F. Mitterrand citée par R. Cazals R. in Barthas L. : *Les carnets de guerre...*, op. cit., p. 557

⁴ Prost A., Winter J. : *Penser la grande guerre, un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 133 et sq.

⁵ A. Prost et J. Winter distinguent ainsi trois « configurations historiographiques » successives sur le sujet, la première, « militaire et diplomatique », la seconde « sociale », la troisième, « socio-culturelle », le passage de la seconde à la troisième, perceptible à la fin des années 1980, prenant la forme d'une transition, alors que celui de la première à la seconde faisait figure, de rupture dans les deux décennies de l'après seconde guerre mondiale. Prost A., Winter J. : *ibid.*, pp. 15-50

⁶ *Accompagnement des programmes, histoire géographie, classes de Première des séries générales*, Paris, CNDP, 2003, p. 32

⁷ *Accompagnement des programmes...*, *ibid.*, p. 32

⁸ « on avait la sensation d'être sacrifiés et que nos souffrances sans nom n'étaient pas comprises et ne troublaient nullement la douce quiétude de la vie de l'arrière », Barthas L. : *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-18*, op. cit., p. 227

⁹ chiffre donné par Barral P. : « Les cahiers de Louis Barthas », in Caucanas S., Cazals R. : *Traces de 14-18, actes du colloque international de Carcassonne*, 24-27 avril 1996, Carcassonne, Les Audois, 1997, p. 22

¹⁰ citation et éléments de l'argumentation de S. Audouin-Rouzeau repris dans Cazals R. : « postface à l'édition de 1997 » (des carnets de Louis Barthas), in Barthas L. : *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-18*, op. cit., p. 560

¹¹ nous renvoyons ici par exemple à l'article de P. Barral cité plus haut et au travail de recensement des positions de différents historiens en particulier anglo-saxons sur la question, R. Cazals, *ibid.* p. 559-63

¹² *ibid.*, p. 560

¹³ Barral P. : « Les cahiers de Louis Barthas », in Caucanas S., Cazals R. : *Traces de 14-18*, op. cit., p. 30

¹⁴ Barral P., *ibid.*, p. 29

¹⁵ Barthas L. : *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-18*, op. cit., p. 472-73

¹⁶ Cazals R. : « La culture de Louis Barthas, tonnelier », in *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine, hommage à Raymond Huard*, Montpellier, Université Paul Valéry Montpellier III, 1995, p. 434

¹⁷ A contrario l'exemple russe montre que ce degré d'adhésion minimal a fini par disparaître et que la population, soldats en tête, a trouvé préférable de se risquer à une révolution et faire la paix, plutôt que de poursuivre une guerre, n'apportant chaque jour qu'un peu plus de malheurs.

¹⁸ Pech R. : compte rendu des Carnets de L. Barthas dans les Annales du Midi, avril-juin 1980, cité par Cazals R. « La culture de Louis Barthas, tonnelier », in *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine...*, op. cit., p. 429

¹⁹ *ibid.*, p. 429

²⁰ Barthas L. : *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier 1914-18*, op. cit., p. 471

²¹ Barthas L. : *ibid.*, p. 13-14

²² Barthas L. : *ibid.*, p. 13

²³ Barthas L. : *ibid.*, p. 14

²⁴ Barthas L. : *ibid.*, p. 43-45

²⁵ Barthas L. : *ibid.*, p. 44

²⁶ Barthas L. : *ibid.*, p. 214-15

²⁷ Barthas L.

: *ibid.*, p. 226-27

²⁸ Barthas L. : *ibid.*, p. 286-87

²⁹ Barthas L. : *ibid.*, p. 471-73

³⁰ Barthas L., *ibid.*, p. 531-33

³¹ Barthas L., *ibid.*, p. 552

³² Si les historiens se divisent autour de la question « pourquoi les soldats ont tenu ? » en deux grandes catégories, « l'école de la contrainte » et « l'école du consentement patriotique » pour reprendre les expressions d'A. Prost (in Prost A., Winter J. : *Penser la grande guerre, un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 142), il est clair que Barthas peut amener à privilégier « l'école de la contrainte ». A nous de savoir nuancer ses remarques...

Le BLPHG passe entièrement en ligne dès cette année.

Pour vous connecter sur le site du Bulletin :

http://www.ac-reims.fr/datice/bul_acad/hist-geo/default.htm

Etude de cas, composition et développement durable en géographie de seconde

par Bernadette Tisserand, groupe académique Lycée

Il s'agit de la 2^e étude de cas du thème « L'eau entre abondance et rareté » (la 1^{ère} avait porté sur la Jordanie).

Les objectifs sont multiples :

Savoirs : monter le rôle que jouent certains acteurs dans la gestion des ressources, pour mener une réflexion sur le développement durable, et ceci dans un domaine sensible : la qualité et le prix de l'eau dans un pays développé, la France.

Savoir-faire : Faire travailler les élèves en autonomie sur un article de presse relativement long et complexe et sur un site afin de dégager des informations et des problématiques qui serviront dans un deuxième temps à la construction du plan d'une composition.

Démarche : Chaque élève travaille seul sur un dossier documentaire pendant un temps, la mise en commun se fait ensuite. Le sujet proposé aux élèves est le suivant : **l'eau et les agriculteurs en France**

Le dossier documentaire comprend des articles de presse et un site :

1. Les méthodes agricoles altèrent la qualité de l'eau en France, Benoît Hopquin, *Le Monde*, 11 septembre 2001.
2. En France, le prix de l'eau varie de 1 à 4, Gaëlle Dupond et Marine Orange, *Le Monde*, 5 mai 2001.
3. La truite, vedette de la pisciculture en Aquitaine, François Grosrichard, *Le Monde*, 14 décembre 2001.
4. Les Bretons délaissent l'eau du robinet, Jean-Luc Poussier, *Les Dossiers de l'Actualité*, mai 2001.
5. la nappe phréatique de Beauce est pleine mais toujours aussi polluée, Régis Guyotat, *Le Monde*, 28 août 2001

Et pour tous, le site

<http://www.eaufrance.com>

Chaque élève travaille sur un seul article questionné et sur le site dans une direction précise : exemple de la 1^{ère} fiche *Les méthodes agricoles altèrent la qualité de l'eau en France* :

Questions :

1. Présentez les document (nature, auteur, date, l'essentiel du contenu)
2. Que dénonce le rapport dont il est question ?
3. Qui est désigné comme responsable et pourquoi ?
4. de quel projet de loi est-il question ?

Recherchez sur le site

<http://www.eaufrance.com> des informations sur les lois sur l'eau en France :

- les lois qui existent et leur contenu résumé
- les projets de loi

Le travail se fait en salle multimédia ou au CDI, les élèves savent que d'autres (6 ou 7) dans la classe travaillent sur le même article, il n'est cependant pas question de travail de groupe mais plutôt d'émulation pour trouver davantage d'informations, les échanges ne sont pas proscrits pour autant. Cette 1^{ère} phase du travail dure environ une heure, la recherche peut se poursuivre jusqu'à la séance suivante.

Dans la deuxième heure il s'agit d'élaborer ensemble le plan de la composition, les élèves ne prennent pas de notes sur le travail en cours, car ils ont sous les yeux leur propre travail et doivent intervenir pour enrichir le travail réalisé en commun.

Dans un premier temps, en cours dialogué, on présente le sujet, les problématiques et on annonce le développement.

Le plan de la composition se remplit au fur et à mesure des interventions des élèves, au rétroprojecteur, ensuite le résultat final est photocopié et distribué. Tous, en devoir à la maison, rédigent la composition. *Résultat final* (en petits caractères, les articles qui ont permis aux élèves d'apporter leur pierre à l'édifice)

Introduction :

- **Présentation :** le prix de l'eau en France a augmenté et sa qualité a baissé ces dernières années. les agriculteurs et les éleveurs sont d'importants consommateurs d'eau.

- **Problématique :** quels sont les liens entre le prix et la qualité de l'eau et les pratiques agricoles actuelles ?

- **Annonce du développement :** quelles sont les conséquences des pratiques actuelles des agriculteurs sur la qualité et le prix de l'eau en France ? Qui en porte la responsabilité ? Quelles solutions peut-on trouver à cette situation ?

Développement :

1^{ère} partie : description de la situation actuelle

- Le prix de l'eau augmente (doc 2)
- Les pratiques agricoles des éleveurs dégradent la qualité de l'eau (docs 1, 2, 3 et 4)

- Les céréaliculteurs prélèvent beaucoup d'eau (irrigation) et la chargent en nitrate (engrais) (doc 5)

- Les pisciculteurs ont besoin d'une eau propre et rejettent beaucoup de déchets (doc 3)

- Il existe cependant une législation (docs 1 et 3)

Transition : pourquoi une telle situation ?
2^e partie : qui est responsable de cette situation ?

- La PAC et les décideurs politiques ont encouragé longtemps la productivité au détriment de l'environnement (docs 1 et 5)

- Les consommateurs veulent des produits bon marché (doc 3)

- Les agriculteurs veulent produire beaucoup et à moindre coût (docs 1, 3 et 4)

Transition : on ne peut laisser la situation continuer à se détériorer

3^e partie : quelles sont les solutions ?

- Faire payer l'eau aux agriculteurs (docs 2 et 5)

- Diminuer la quantité d'engrais et de pesticides (doc 5)

- Développer les installations locales pour nettoyer l'eau (doc 3)

- Faire payer des taxes antipollution (docs 1, 4 et 5)

- Développer la réglementation (docs 3 et 5)

Les enjeux sont considérables : les productions seront plus chères et risquent la concurrence des pays étrangers. Nécessité d'accords au niveau de toute l'Europe.

Conclusion :

- **Réponse à la problématique :** les agriculteurs sont en partie responsables de la situation de l'eau en France, la course à la productivité a été longtemps prioritaire.

- **Ouverture :** Les solutions existent même si elles ont un coût élevé. De toute façon, elles doivent être appliquées car l'eau n'est pas une ressource inépuisable.

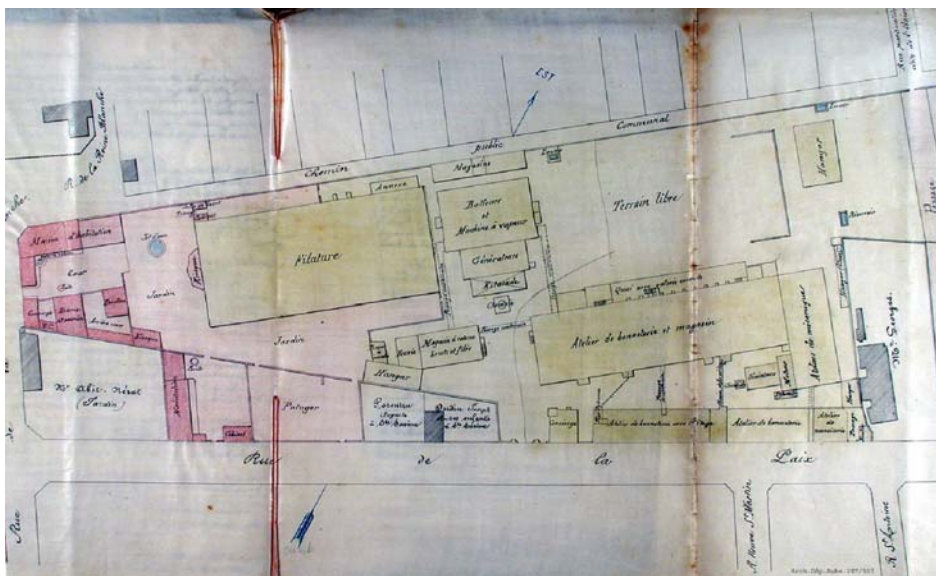
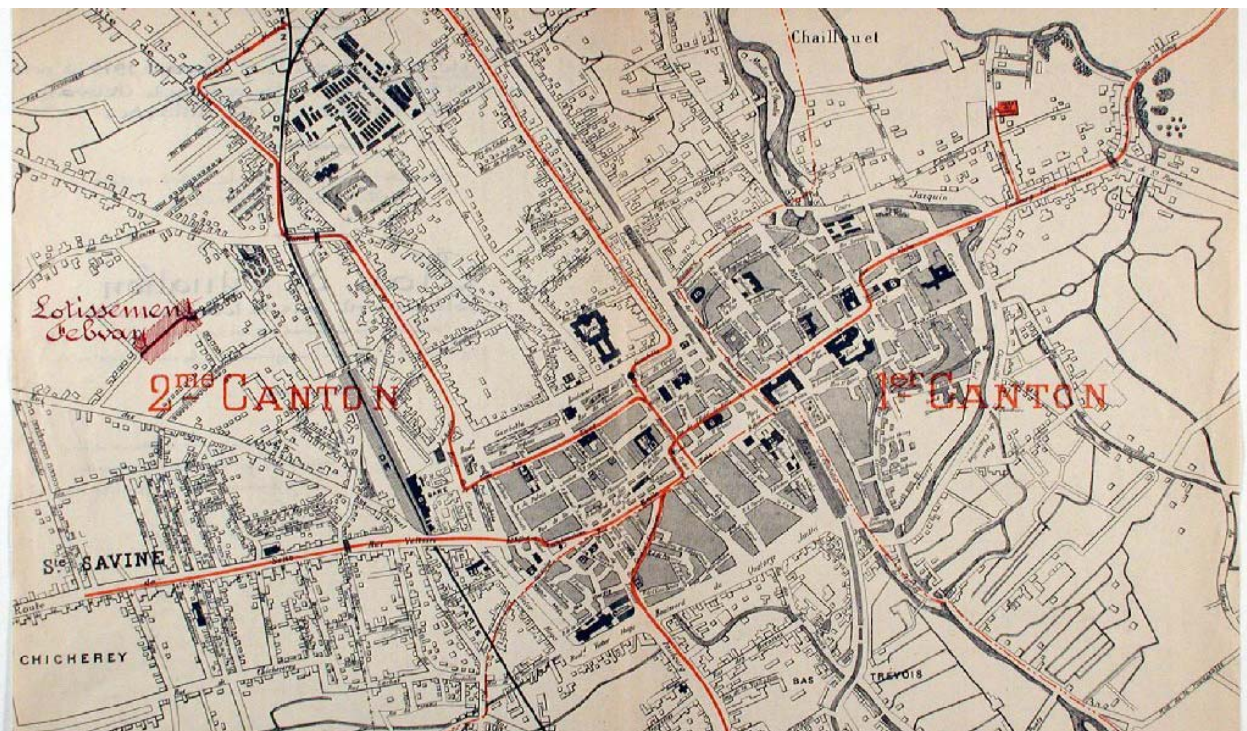
NB : Ce travail a été mené l'an dernier, en deux heures donc, avec une classe de seconde hétérogène (32 élèves), d'un niveau plutôt moyen, dont une grande partie se destinait à aller en ES. La participation des élèves a été positive et active. La notion de développement durable apparaît en filigrane, complétant celles d'abondance et de rareté qui dominent ce thème.

Industrialisation et Femmes dans l'industrie au 19^e siècle : l'exemple de la bonneterie Troyenne par le groupe académique Lycée

Le temps de l'industrialisation (1850-1939).

Sans être une nouveauté, la place des femmes se développe considérablement dans l'industrie troyenne. Celles-ci appartiennent au nouveau paysage industriel et social qui se met en place.

DOC 1. Plan de Troyes au début du 20^e siècle, utilisé en 1908. On distingue les lignes de Tramways et de chemin de fer. Voir Jean-Louis Humbert, « la formation de Troyes : l'âge industriel » dans la *Vie En Champagne*, N° 30 , avril-juin 2002. Archives départementales de l'Aube, 302683.



Etablissements Quincaret-Dupont, rue de la paix, 1885, Arch. De l'Aube, 2E7/557.

DOC 3. Les femmes dans l'industrie.

DOC 3 A

L'été qui s'achève a vu la dégradation de la situation dans la bonneterie. Au cours des dernières années, à la suite de l'explosion industrielle qui a suivi l'installation du second empire, de la mécanisation, de la mise en place de nouveaux métiers et de l'arrivée du chemin de fer en 1858, une sérieuse période de surproduction et de mévente s'est installée. Les concurrences anglaises et allemande sont âpres. En quelques années, de nouvelles usines, 8000 métiers modernes ont apportés le chômage et la baisse des salaires. Les métiers modernes fonctionnent à la force hydraulique ou à la vapeur.

Le patron d'une des usines les plus importantes, Fritz Kopf, malgré la mairie, la préfecture et l'évêché, à la suite d'une violente manifestation dans son usine où des métiers ont été brisés par des grévistes en colère, a décidé les autres patrons à fermer leurs ateliers. «Nous vivrons sur nos réserves, qu'ils en fassent autant»

Extrait. Armand Lanoux, *La corsetière prodigieuse*, Ed. Jean-Pierre Kuczynski 1988. Roman tiré de l'histoire de sa grand Mère

Ce texte est issu d'une édition posthume d'un ouvrage inédit et inachevé d'Armand Lanoux. Le projet d'Armand Lanoux est précisé dans la publication : '... A partir du moment où je pense faire la Corsetière en interprétant très librement la vie de Grand-Mère, de 1860 à 1941, en utilisant les chroniques du temps et des mémoires, le projet a considérablement mûri. »

DOC 4

Etablissement Lebocey. Fabrique d'aiguille, début du siècle. Archives de l'Aube 8Fi2771

Voir pour aller plus loin Jeanne Petitjean, «Militantes auboises vers 1900 à travers la presse » dans *La Vie En Champagne*, n° 28, octobre/décembre 2001.

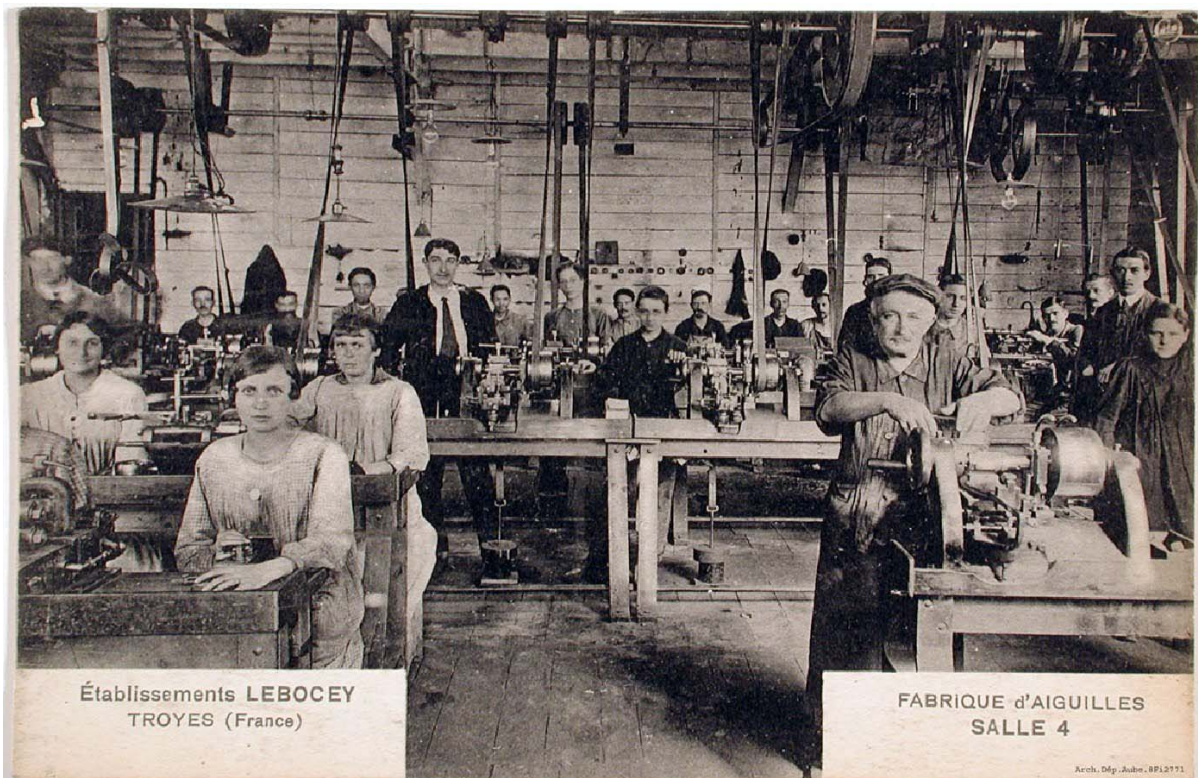
DOC 3 B : Appel aux Ouvrières

(.) Le moment est venu de nous lever unanimes contre la rapacité patronale. A chaque instant les Travailleurs poussés à bout par l'arbitraire protestent par des grèves fortement motivées et revendiquent leur droit à l'existence.

A Troyes notamment les industriels de notre ville tels que MM. Poron, Mauchauffée, Delostal, la société générale de bonneterie, etc., ne se gênent plus depuis quelques années, ils exigent de leurs Ouvriers et Ouvrières une production plus grande qu'autrefois tout en leur laissant un salaire dérisoire.

Ils augmentent leurs bénéfices en réduisant les salaires dans de telles proportions que la privation est à craindre pour tous. Non seulement ils rognent le pain de nos enfants, mais ils veulent encore supprimer dans leurs ateliers le peu de liberté qui nous reste, ainsi que l'a tenté de le faire tout dernièrement M. Lions.(...)

Extrait, association syndicale des ouvriers et ouvrières de toutes les professions se rattachant à la bonneterie Arch. de l'Aube, M 2293. Grande Grève de 1900. Pour plus d'informations voir Helen Chenut « Histoire de la différence sexuelle : mode d'emploi » dans *La Vie En Champagne*, n° 28, octobre/décembre 2001.



DOC 5

Sortie de l'Usine Mauchauffée, début du siècle. Archives de l'Aube 8Fi 1192

Voir pour aller plus loin Jeanne Petitjean, « Militantes aubois vers 1900 à travers la presse » dans *La Vie En Champagne*, n° 28, octobre/décembre 2001.



Vies de femmes au XIX^e siècle.

Etre femme au XIX^e siècle, assumer la différence sexuelle.

Une seule alternative

Etre femme au XIX^e siècle suppose d'être enfermée dans une alternative simple. Il faut être épouse ou mère. Cette situation se confirme par le fait que le mot célibataire est exclusivement masculin à cette époque. Pour une femme, ne pas avoir de mari, c'est être une ' fille », terme utilisé au sens péjoratif qui englobe les situations de maîtresse temporaire, de vieille fille, de fille-mère, de fille en carte. C'est souvent le mari ou le père qui assure la position sociale de la femme ; même une veuve ne s'impose que par un « Madame Veuve... » qui maintient la présence symbolique du mari. La dénomination est significative car un homme est toujours « Monsieur » qu'une femme peut être « Madame » ou « Mademoiselle ». Ces différents termes démontrent que le statut juridique évolue en fonction d'un changement de lien de dépendance du père au mari. La littérature du XIX^e siècle abonde en exemples où la fille apparaît comme un non sens voir par exemple l'image desséchée de la vieille fille dans la *Cousine Bette* de Balzac. Dans tous les cas, la femme doit être mariée. Pourtant, le XIX^e siècle laisse des perspectives insoupçonnées aux femmes seules. En effet, aucune loi ne fixe des contraintes aux femmes seules à condition qu'elles soient dégagées de la tutelle du père. La femme seule peut profiter pleinement du libéralisme juridique des lois. Par exemple, mis à part l'adultère ou le racolage, aucune loi ne réprime les pratiques sexuelles hors mariage. Mais l'alternative est dangereuse car la femme se trouve souvent dans

une situation difficile : soit elle est déssexualisée et ridiculisée, soit elle est hyper sexualisée, ce qui l'oppose aux femmes mariées qui incarnent l'ordre bourgeois et la famille, pivots de l'ordre social. Comment résister ici, à citer un extrait tiré de *L'éducation sentimentale* de Gustave Flaubert dont le propos se situe justement à Nogent-sur-Seine : « Le lieu de perdition projetait dans tout l'arrondissement un éclat fantastique. On le désignait par des périphrases : « L'endroit que vous savez, - une certaine rue, - au bas des ponts. » Les fermières des alentours en tremblaient pour leurs maris, les bourgeoises le redoutaient pour leurs bonnes, parce que la cuisinière de M. le sous-préfet y avait été surprise ; et c'était, bien entendu, l'obsession secrète de tous les adolescents. » Elle attire, aussi à elle tous les fantasmes masculins et aussi un certain nombre de violences sociales, psychologiques et sexuelles. D'une manière simple, le fait d'être seule n'est pas envisageable pour une jeune femme à moins de disposer d'une puissante fortune ou d'une force de caractère hors du commun.

La norme est l'inégalité. Même les employeurs considèrent les salaires féminins comme des salaires d'appoint qui ne permettent pas de vivre seule. Pourtant, cette affirmation est une contre vérité puisque l'on trouve beaucoup d'ouvrières, de bonnes et de filles de ferme. Le résultat est le maintien d'un nombre de femmes seules dans une situation proche de la misère et à la merci de toutes les dérives. La loi laisse la femme dans un état de faiblesse. Il n'est pas possible de légiférer sans être en contradiction avec un Code Civil qui fait de l'inégalité la règle absolue.

Les heures sombres du Code Civil (21 mars 1804)

Si la Révolution a été une époque de relative libération pour les femmes, l'Empire rétablit l'ordre masculin dans sa rigueur et ses injustices. Le mari est « le juge souverain et absolu de l'honneur de la famille ». Les acquis sont balayés. Le droit au divorce est limité. Le mari devient le chef de famille et la femme qui lui doit obéissance, porte son nom, habite son domicile et prend sa nationalité. La femme est soumise à un pouvoir qui la « protège ». A partir de cette époque les textes n'évolueront que très lentement. Quelques exemples éclairent cette réalité. Le divorce sera supprimé en 1816, rétabli en 1884 et le consentement mutuel ne s'imposera qu'en... 1975. Les relations sexuelles entre époux sont considérées comme un devoir et la notion de viol entre époux n'existe que depuis ... 1990. Dans le quotidien, le mari peut adjoindre, *avec modération*, la force à son autorité. Si la fidélité est un devoir réciproque, seul le mari peut contrôler le courrier de la famille. Pour l'adultère, le mari peut produire tous types de preuves contre son épouse, tandis que seul le flagrant délit peut le confondre. Les peines diffèrent également car cela peut aller de 3 mois à 2 ans de prison pour la femme alors que l'homme ne paiera que de 100 à 2000 francs d'amende. Un mari, enfin, est « excusable » si il tue son épouse ou son amant dans un flagrant délit d'adultère (article 234). D'autres cas sont significatifs : les femmes doivent attendre 1881 pour ouvrir un livret de caisse d'épargne ; 1907, pour toucher leur salaire ; 1920 pour se syndiquer ; 1938, pour s'inscrire à l'université, pour séjourner dans un établissement de soins, recevoir et signer un chèque ; 1965 pour ouvrir un compte en banque et accepter un emploi.

Les femmes en politique, un combat

L'accès des femmes à la vie et à la décision politiques est un long et difficile combat. C'est en partie le droit de vote qui détermine la participation des femmes dans l'action politique. Si le suffrage universel masculin est acquis en 1848, il faudra attendre 1944 pour que les femmes puissent voter. Un seul paradoxe : le Front populaire fait entrer des femmes dans le gouvernement, alors que celles-ci n'ont pas encore le droit de vote. Ce retard français ne s'explique pas seulement par le traditionnel refus des radicaux de la III^e République, mais aussi bien parce que, dans tous les milieux, les femmes ont du mal à s'imposer. Le cas des partis progressistes est significatif et les socialistes du XIX^e siècle suivent largement le mouvement. Lorsque Charles Fourier, dit que : « progrès sociaux sont en rapport avec la liberté de la femme », il apparaît bien isolé, tant les forces politiques ne s'intéressent pas à la cause des femmes. Proudhon considérait que les femmes étaient inférieures physiquement, moralement et intellectuellement. De fait, le premier socialisme ne rime pas forcément avec féminisme. La Révolution de 1848 n'apportera pas d'amélioration à la cause des femmes. Les revendications soutenues par le quotidien féministe *La Voix des femmes* n'aboutiront pas. Le milieu syndical n'est pas mieux placé. Certains syndicats font même la guerre aux femmes, comme la puissante fédération des typographes. En 1900, on se « résigne » à syndiquer les femmes. Même en 1918, on demande aux munitionnettes de rentrer sagement dans leurs foyers. L'idéologie dominante est que la femme est une mère avant tout. Les femmes occupent peu de places dans les organisations ouvrières et pendant longtemps le propos reste surprenant. Lénine affirme que « l'émancipation sociale et l'émancipation sexuelle, c'est

introduire dans le communisme des conceptions prêchées par les écrivains du XIX^e siècle » et, en 1932, Suzanne Lacore écrit dans *Femmes socialistes* que les femmes sont « mères de famille modèles qui ont honneur à tenir leur foyer et reprisent les chaussettes avec conviction ». Pour beaucoup de femmes, la lutte des classes est prioritaire au féminisme et à la lutte des sexes. Ce n'est qu'en 1937 que le magazine *Vie ouvrière* consacre une page à la femme et ce sont les combats de la Résistance qui modifient la pensée de la gauche française. Le premier congrès national féminin se tient en 1946, à l'initiative de la Fédération des métaux, et la CGT ouvre le congrès national des femmes en 1948 mais on lira encore dans le magazine *Antoinette* de 1955 que le « socialisme les invite à la lutte des classes [...] mais à la patience dans leurs revendications féministes ».

Les femmes dans la littérature

Si le combat politique n'est pas un long fleuve tranquille, on peut aussi mesurer les difficultés que les femmes ont rencontré dans le domaine littéraire. Pour que la littérature féminine s'empare du féminisme, il faudra attendre le double mouvement des utopistes et des socialistes au XIX^e siècle. Prosper Enfantin attend une « femme-messie » tandis que Fourier prône l'égalité des sexes. Pourtant, ce mouvement reste marginal et se limite à quelques femmes militantes et isolées. Quelques noms fleurissent et s'imposent à la fois dans la littérature et le combat des femmes. Citons Eugénie Niboyet, Flora Tristan (1803-1844), Louise Colet (1810-1876), Delphine Gay (1804-1855), George Sand (1804-1876) et Louise Michel (1830-1905). Quant aux hommes, ils ne donnent à la femme que des éloges dignes de l'amour courtois du Moyen Age. Dans le romantisme du XIX^e siècle, deux personnages féminins dominent ; à savoir la femme angélique ou démoniaque, c'est-à-dire une perception contradictoire et ambiguë, issue d'une double tradition platonicienne et chrétienne. La littérature romantique donne de la femme une image « mythologique ». Quelques évolutions ont lieu tout de même puisque Stendhal présente avec Mathilde de la Mole (*le Rouge et le Noir*) et Clélia Conti (*La Chartreuse de Parme*) des femmes volontaires et libres. Dans l'Aube, il apparaît que le sujet est peu traité. Pour Jean-François Nivet, spécialiste d'Octave Mirbeau, il y a un chantier à ouvrir, un livre à écrire. Nombre d'écrivains troyens ont décrit des femmes, d'autres sont passés par Troyes et se sont laissés inspirer par des Auboises, tel Balzac avec le *Député d'Arcis* et *Une ténébreuse affaire*. D'autres écrivains comme Jules Vallès ou Armand Lanoux restent des noms prestigieux qui donnèrent vie sur le papier à des femmes réelles ou imaginaires.

La Grande Guerre renforcera le rôle des femmes. Il y a en 1914 environ 7,7 millions de femmes qui représentent en 1917, 40 % de la main-d'œuvre ouvrière. Le Maréchal Joffre aurait dit que « les femmes qui travaillent dans les usines s'arrêtaient vingt minutes, les alliés perdraient la guerre ». La femme bénéficie d'une promotion surprenante pour cette époque puisque d'un seul coup, et pour quatre années, elle assume les fonctions de chef de famille, de chef d'exploitation et d'entreprise. La guerre totale amène nombre de femmes à découvrir le monde du travail tout en assumant les tâches auxquelles elles étaient habituées sans oublier la participation directe ou indirecte au conflit. Nombre de femmes participent aux œuvres de charité ou s'engagent comme infirmières auxiliaires. L'importance d'associations comme la Croix rouge, les

sociétés de secours aux blessés, les patronages qui organisent des spectacles et des matinées de charité contribuent à maintenir le tissu social et le lien entre l'armée et l'arrière. On peut citer des associations comme « Union des dames de France », « l'association des dames françaises », mais aussi la très importante institution des « de guerre ». Cette institution alimenta bien des phantasmes et des quolibets mais participa activement au moral des jeunes soldats. Il convient, cependant, de relativiser cette libération car les femmes deviennent aussi des veuves de guerre et parallèlement, pour rassurer les poilus au front... on renforce les lois sur l'adultère !

Troyes au XIX^e siècle

AU XIX^e siècle, la ville connaît un essor considérable lié à la révolution industrielle. La trame urbaine est dominée par l'évolution générale de la bonneterie. Comme dans un certain nombre de grandes villes, elle a fait sauter les repères traditionnels. La ville opère une mutation et, progressivement, de nouveaux symboles se mettent en place. Statues, monuments, jardins, promenades, kiosques, alignement de rues donnent à Troyes un nouvel aspect. Les fortifications, longées de peupliers disparaissent. D'une manière générale, la ville ancienne était installée dans une contrainte défensive matérialisée par les remparts. Elle passe du statut préindustriel, avec nombre de caractéristiques d'ancien régime, à la réalité d'une ville qui s'industrialise et s'étend en faisant disparaître les remparts. La période industrielle suppose un bouleversement de la base économique et une augmentation du nombre d'habitants. On assiste à l'élargissement de l'espace bâti (gare, industrie, résidences, caserne). Les moyens de transport évoluent (chemin de fer, canal, routes). La ville tend à se spécialiser et à se développer autour de nouveaux axes. Elle accroît enfin son pouvoir d'attraction sur les populations de la périphérie rurale.

Dans les années 1830, Troyes est située à 167 kilomètres de Paris (145 en ligne droite). Elle assure le lien entre la Champagne crayeuse au nord, la Champagne humide au sud et le pays d'Othe à l'Ouest. Elle domine le sud de la Champagne, relie la Brie à la Bourgogne et gravite autour de Paris. C'est aussi une ville du bassin de la Seine (150 kilomètres de Seine traversent le département de l'Aube) qui s'étend sur trois cantons.

Une population de 25 564 habitants, considérée comme calme, patiente, laborieuse et industrielle, réside dans la ville. Elle compte 3800 numéros de maisons, un hôtel de préfecture, un hôtel de ville, un évêché et séminaire, huit églises, une bibliothèque, un collège, quatre écoles pour les garçons et autant pour les filles, quatre hospices et deux casernes. La structure socioprofessionnelle se compose de quatorze médecins, sept pharmaciens, cinquante aubergistes, cinquante-quatre boulangers, quarante-quatre bouchers, deux cent treize cordonniers, cent douze tailleurs, onze maréchaux-ferrants, cent trente-six ouvriers en fer et trois cent quatre-vingt-quatre en bois, ainsi que quinze selliers et cent cinquante maçons. Il faut aussi noter la présence essentielle de 300 fabricants de toile et autant de bonnetiers, ainsi que 142 agriculteurs. Il y a 5 métiers à chanvre, 6 tanneries, 1 papeterie et 8 à 10 filatures. La région est considérée « *comme ayant une certaine aisance* » grâce aux métiers qui essaient la campagne alentour. La ville aura de ce fait une vocation industrielle.

Un pôle industriel et capitaliste

Sa vocation est d'être un lieu de passage face à une plaine champenoise souvent érigée en glacis défensif voué au bois, landes et camps militaires. Troyes est dans une situation particulière au sud du bastion ardennais et derrière le modeste rempart Meusien. Une place importante si l'on tient compte du drame de la Champagne. Cette région est localisée entre Paris et le Rhin moyen, c'est à dire l'ennemi. Les années 1814, 1870 et 1914 sont brutales et imposent une présence militaire. La Champagne est une région dominée par les impératifs de défense. Espace couvert de forêts et de camps militaires, chemins de fer orientés vers l'Est structurent l'espace. Peu de place est laissée pour l'industrialisation en Champagne, ainsi Troyes dispose d'un caractère exceptionnel, puisque l'industrie s'y installe et arrête, à l'inverse des villes champenoises, une vocation défensive qu'elle avait au XVI^e siècle

Site incommode sur une plaine inondable de la vallée de la Seine, Troyes est pendant longtemps un des vieux chemins de l'occident chrétien. Elle connaît son heure de gloire au XIV^{ème} siècle. Au XVI^{ème} siècle, c'est encore la première ville de Champagne. Sa puissance repose sur la tannerie et la papeterie. Ses remparts assurent sa protection. Le XVIII^{ème} est le siècle du déclin et la ville n'est pas autorisée à tricoter des bonnets, cette activité restant une forme de l'artisanat rural local. Ainsi, naît le système de l'industrie rurale encouragée par le système de la fabrique ; le fabricant est un négociant qui distribue la matière première dans les campagnes alentour.

Vers 1830, l'apparition des métiers à tricoter circulaires permet un développement de la ville. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, 40% de la population active travaille dans la bonneterie.

Le bouleversement de la vie économique est le fruit de plusieurs circonstances :

- Les découvertes techniques, comme le métier circulaire, débutent sa carrière vers 1830.
- Une petite tricoteuse rectiligne est inventée, en 1865, par l'ingénieur Emmanuel Buxtorf.
- La bonneterie parisienne en crise, dans les années 1835-1837, a essaimé dans l'Aube ses métiers, à la recherche d'une main d'œuvre bon marché et relativement proche.

A partir de 1848, un mouvement de concentration des populations rurales vers la ville permet un développement considérable. Troyes reste enserrée dans le réseau du bassin parisien et ne dispose que de peu de chances pour devenir un pôle majeur. Il n'en est pas moins vrai que la ville évolue, se transforme et finira par porter le nom de capitale française de la bonneterie.

La bonneterie était dispersée dans les arrondissements de Troyes, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube. La maîtrise commerciale appartenait aux négociants troyens autour de la Halle de la bonneterie (actuelle bourse du travail) fondée en 1837 (et fermée en 1905). Ceux-ci assuraient le négoce de la bonneterie rurale. La main d'œuvre rurale reste en relation étroite avec eux. La technicité de celle-ci lui garantissait un avantage professionnel. Ainsi, pendant très longtemps, deux modèles se côtoient : l'atelier rural de façonnier et l'industrie urbaine. La disparition de la Halle s'explique par la prise de contrôle du marché par des grandes firmes, disposant des techniques, et la fin de l'ouvrier-bonnetier-paysan.

Le milieu industriel troyen se constitue autour de deux souches: celle des négociants et marchands fabricants en bonneterie établis dans le département, celle des artisans-mécaniciens-techniciens des modestes ateliers familiaux qui, au gré des réparations et des activités de réglages, rénovent et inventent des systèmes nouveaux. Puis, le pouvoir commercial va se concentrer chez ceux qui peuvent drainer les capitaux et les techniques. Ils s'appuient sur de solides traditions familiales et des réseaux d'alliances avec les activités techniques et annexes. Les familles vont d'ailleurs constituer de véritables stratégies matrimoniales afin de contrôler l'ensemble de la filière (coton, filature, blanchisserie, teinturerie, apprêt, construction de machines textiles et commerce). L'arrivée de la vapeur vers 1880, parallèle aux migrations des ruraux vers la ville et la banlieue, achèvera la constitution du pôle industriel troyen.

La grande industrie s'installe progressivement et modifie la configuration de la cité. L'usine Poron, rue des Bas-Trévois, occupe 60 000 m² et quitte le centre pour rejoindre la périphérie. Les filatures Douine se déplacent de la rue Simart vers les moulins brûlés; Mauchauffée passe de la rue Jaillant-Deschainets à la rue Bégand, comme l'usine Bonbon qui vient de la rue de Preize.

Le « *bouchon de champagne* » s'étire le long de la voie ferrée, des axes routiers et à proximité des voies d'eau. L'espace industriel troyen longe la rue de la Paix. La nouvelle gare favorise le développement de la rue Bégand et du faubourg industriel de Sainte Savine. Un nouvel espace urbain se construit le long du chemin de fer, au sud du faubourg Croncels et en amont de la ville le long de la Seine et du canal des Trévois. L'espace bâti s'agrandit considérablement. Quelques bâtiments donnent à la ville un autre aspect.

« *On doit aux régimes qui, depuis lors, se sont succédés en France, des trottoirs, un lycée, des casernes, une gare, un marché couvert, constructions utiles au premier chef...* »

Au-delà de l'espace bâti et des constructions industrielles, la ville devient aussi un pôle capitaliste de l'activité bonnetière à partir des années 1880. Louis Bergeron, étudiant les rapports des inspecteurs de la banque de France, rappelle l'existence d'un capitalisme préindustriel lié aux premières phases de l'industrialisation. Celui-ci est symbolisé par des familles de minotiers, tels Marot et Samuel. Ces familles étendent leurs affaires en Allemagne et passent progressivement à la bonneterie.

La filature existait déjà puisque la famille Poron était installée depuis 1816. Celle-ci introduit en 1857, le travail de mécanique de bonneterie. Poron achète un métier à côte à Nottingham et en 1878 l'entreprise compte 8000 broches, une fonderie, un atelier de construction de métiers de bonneterie et une fabrique de tricots mécaniques de 500 métiers. Plus de 800 personnes sont employées sur place et 1500 à l'extérieur. Des comptoirs sont installés à Hambourg, New York, Madagascar, en Extrême-Orient. Mauchauffée, quant à lui, habite à Paris 10 avenue Hoche. L'entreprise compte 4000 personnes, dont certaines mériteraient d'être cités, comme Couturat, Carret et Delostal, Bazin, Bazin-Géruset, Bazin-Frérôt, Bazin-Rousselet.

En 1880, la ville est industrielle et capitaliste. La perte de l'Alsace-Lorraine, la défaite ont eu pour effet de réorienter le capitalisme mulhousien vers l'intérieur du pays. Des entreprises d'un type nouveau se développent. Elles sont incarnées par

l'entreprise créée par Maurice Mauchauffée (né en 1851) en 1875 avec 400 000 Francs de capital. En 1896, le capital s'évalue à 1500 à Troyes. Financièrement, elle est soutenue par le père de l'entrepreneur et la banque Buxtorff (qui est sauvé par la banque Koechlin et la banque de Mulhouse). Très rapidement la ville s'enrichit. Emile Chantriot rappelle que le département de l'Aube, avec celui de la Marne, fait partie des départements où le:

« le montant proportionnel de la fortune par tête d'habitant et par ménage dépasse la moyenne générale de la France et de la richesse acquise par le taux comparativement élevé des déclarations successorales »

La ville de Troyes ne doit son développement qu'à la bonneterie et à la proximité du foyer parisien

Le développement de la population

Le mouvement de croissance de la cité appartient à la phase d'expansion urbaine du XIX^e siècle. On passe de la ville-commune à la ville-agglomérée rejoignant, annexant les périphéries immédiates (1851, annexion de la commune de Saint-Martin-es-Vignes). Le faubourg de Sainte Savine s'agrandit dans le même temps. On retrouve le schéma proposé par Marcel Roncayolo. Certes, la proximité parisienne limitera le développement. La ville devra son accroissement à la concentration des populations rurales périphériques. Ce mouvement s'engage toutefois d'une manière tardive. Il reste que la structure, héritée de l'ancien régime, résiste et s'impose comme la base du développement urbain. Le maintien de la forme du centre ville en témoigne. C'est un mouvement d'urbanisation assez classique. Avec 26 000 habitants en 1814, Troyes est une grande ville et se situe au 27^{ème} rang national. De 1806 à 1836, on note une diminution de la ville qui passe de 26 700 à 25 600 habitants. Malgré des imprécisions importantes, l'annuaire de l'Aube permet d'observer une certaine stabilité, voire une régression de 1830 à 1857 (25 585-24 702). De 1858 à 1885, on remarque une augmentation assez importante (33 071-46 067) qui se poursuit de 1885 à 1914 (46 067-53 538). La population troyenne augmente de 71,5% de 1851 à 1901.

La première moitié du siècle fait observer une croissance assez faible assez significative de l'évolution française.

« *Les grandes villes de 25000 à 45000 habitants, parmi lesquelles on retrouve d'anciens chefs lieux de généralités mais aussi des villes comme Troyes, Toulon, Saint-Etienne, Brest ou Dunkerque, ont eu une croissance très faible.* »

D'après Jean Vidalenc, la ville de Troyes compte parmi les plus grandes villes de France en 1816 mais à partir de 1851, elle perd ce statut.

La seconde partie du siècle est plus importante et plus régulière à Troyes. Il y a une certaine stabilité jusqu'à 1870. Puis les années 1870 et 1880 voient la population augmenter considérablement. Il est probable que l'arrivée des Alsaciens - Lorrains après 1872, augmentent les effectifs de la ville, pour s'envoler de 1910 à 1914. La croissance de la population est conforme au développement du capitalisme Audois dans les années 1880, ainsi qu'au mouvement général français. La population double en 50 ans et triple en 90 ans.

Bibliographie

Rincé (Dominique), Lecherbonnier (Bernard), *Littérature, textes et documents XIX^e siècle*, Paris, Nathan, 1986. 591 p.
 Barjot (Dominique), Chaline (Jean-Pierre), Encrevé (André), *La France au XIX^e siècle, 1814-1914*, Paris, PUF, 1995. 651 p.

Sur la question féminine :

Colloque « Femme », *La femme dans les civilisations des XI^e-XIII^e siècles*, du 23-25 septembre 1976, Poitiers, 1977, 73 p.
 Numéro spécial de *l'Histoire*, « Les femmes, 5000 ans pour l'égalité ». Juillet-août 2000.
 Badinter (Elisabeth), *L'amour en plus, histoire de l'amour maternel*, Paris, Flammarion, 1980, 477 p.
 Guerrand (Roger-Henri), « Féminisme ne rime pas toujours avec socialisme » dans *l'Histoire*, n° 46, juin 1982, p. 93-95,
 Knibiehler (Yvonne), « les médecins et la «nature féminine» au temps du Code civil » dans *Annales*, 31^e année, n° 4, juillet-août 1976, p. 824-845.
 Kolontaô (Alexandra), *La famille dans l'Etat communiste*, 1920.
 Lejeune-Resnick (Evelyne), *Femmes et associations (1830-1880). Vraies démocrates ou dames patronnesses*, Paris, Publisud, 1991, 262 p.
 Rabaut (Jean), « 1900, tournant du féminisme français » dans *Bulletin de la société d'Histoire Moderne*, n° 17, 1983, p. 5-17.
 Ripa (Yannick), *Les femmes, actrices de l'histoire*, Paris, Sedes, 2000.
 Sohn (Anne-Marie), « Histoire de la famille, histoire de la sexualité sous la III^e République » dans *Bulletin de la société d'Histoire Moderne*, n° 22, 1984, p. 2-6.
 Zylherberg-Hocquard (Marie-Hélène), *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier*, Paris, Edition ouvrière, 1981. Voir également l'article du même auteur dans *HISTORIENS & GEOGRAPHES*, n° 350, octobre 1995 (l'essentiel).

Sur la bonneterie

Jean Darbot, *Bonneterie auboise*, 1989, 32 p.
 Gabriel Groley, *Troyes, capitale de la bonneterie*, Romilly sur Seine, 1958, 14 p.
 Colin Heywood, « La bonneterie troyenne de 1860 à 1914 : une étude de cas dans l'industrialisation française », dans la *Vie en Champagne*, n° 9,

1997, p.12-25.

J. Mortier, *Le tricot et l'industrie de la bonneterie*. Troyes, 1891, 102 p.
 J. Ricommard, *La bonneterie à Troyes et dans le département de l'Aube. Origine, évolution et caractères actuels*, 1934, 208 p.
 Martin Vanier, *Maille et bonneterie auboise*, Reims, 1993, 187 p.
 Martin Vanier, *Troyes, capitale de la maille*, Thèse Paris I, 1988.
 Aspect rapide au CDDP.
 Une vidéocassette côte FP 0276, *L'envers et l'endroit ou la bonneterie auboise*.

Fonds local

La Vie en Champagne, 236 (09/1974)
 La Vie en Champagne, 395 (02/1989)
 Martin Vanier (idem titre Archives départementales)
 914.437 AVAN
 944.37 TVAN

Pour le plaisir de la lecture :

Flaubert (Gustave), *L'éducation sentimentale*, Folio.
 Bancquart (Marie-Claire), *Une femme sans modèles*, Paris, Editions de Fallois, 1999

Auteurs Groupe Lycée

Jean-François Martini
 Gilles Eloy
 Anne-Lise Pleux
 Christian Lambart

Pour aller plus loin

Documents : avec l'aimable autorisation des Archives départementales de l'Aube.

Sources :

La Vie en Champagne, n°28, oct /décembre 2001. Dossier, *Vie de femmes*
 Jean-Louis Humbert, « la formation de Troyes : l'âge industriel » dans *La Vie en Champagne*, n° 30, Avril/juin 2002.

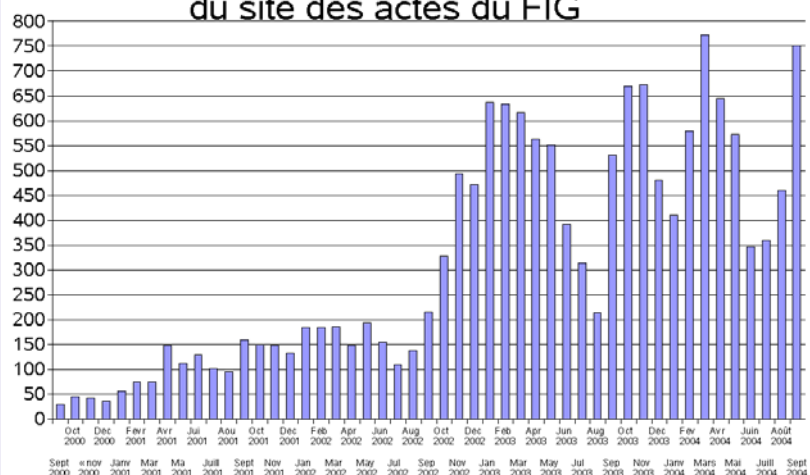
Le Festival International de Géographie 2004 a pour thème

«Nourrir les Hommes : les géographes se mettent à table».

Il se tiendra du 30 septembre au 3 octobre 2004 à Saint-Dié-des-Vosges.

Cette manifestation est inscrite au Plan National de Formation et au Plan Académique de Formation.

Comme les années précédentes, les Actes du FIG sont consultables sur le site : <http://fig-st-die.education.fr>

Fréquentation journalière moyenne du site des actes du FIG

Années	Commerces et finances	Politiques et sociaux	Culturels Educatifs	Industriels	Transports	Casernes
1808-1846					Canal de l'Hôtel-Dieu	
1825				Usine Bonbon*		
1839					Destruction des remparts et débuts de construction des boulevards	
1842	Banque de France					
1851						Caserne de l'Oratoire
1857-58					Gare SNCF	
1858				Usines Poron		
1859		Temple protestant	Jardin du Préau, du Ravelin, de Chevreuse Théâtre de la Madeleine Musée St Loup			
1860			Vallée Suisse			
1861		Eglise St-Martin es Aire	Lycée impérial			
1868			Ecole Charles Baltet			
1870				Usine Quincaret		
1874	Halles de l'Hôtel de Ville					Caserne Beurnonville
1876	Crédit du nord					Quartier Songis
1877					Rue de la République	
1878						Manutention militaire
1886				Filature Jourdain		
1888	Jorry-Prieur					
1889			Kiosque à musique Bibliothèque			
1890		Monument des enfants de l'Aube	Hôtel de la société académique			
1892-1893			Ecole Diderot			
1894	Magasins réunis					
1892				Usine Valton		
1893-1894	Caisse d'épargne					
1896-1897			Orphelinat Audiffret	Usines Mauchauffée*		

Le Creusot , une ville de l'âge industriel

par le groupe académique Lycée

Elle peut être utilisée comme entrée possible dans la 1^{ère} partie du programme d'histoire (l'âge industriel et sa civilisation, milieu XIX^e siècle - 1939) des terminales ES, L et S.

Son objectif est de faire passer auprès des élèves la problématique et des notions-clés du chapitre. La durée de ce travail est de 3 heures, avec la contextualisation, puis la synthèse.

Les notions-clés peuvent être regroupées autour de cinq thèmes :

- *l'industrialisation* : usine, atelier, machinisme, mécanisation, métallurgie, sidérurgie, matière première, source d'énergie, progrès technique et scientifique

- *les transformations économiques* : capital, capitalisme, investissement, concentration, bourse, action, banque, société anonyme.

- *le paysage industriel* : transformation, organisation, infrastructures de communication, ouverture sur le pays et sur le monde.

- *la société industrielle* : bourgeoisies, patronats, dynastie, ouvriers, employés, urbanisation, culture ouvrière/culture patronale, tensions et luttes sociales.

- *les idéologies* : paternalisme, libéralisme, syndicalisme, socialisme.

La problématique de l'étude de cas : quelles transformations a vécu la ville du Creusot à cette époque ? Comment les expliquer ? Comment ont-elles été analysées par les contemporains ?

Le dossier documentaire proposé prend deux formes :

a- une cassette vidéo : Le Creusot, 1785-1991, 200 ans d'histoire. (Association communautaire de développement du tourisme industriel)

b- un ensemble de documents de nature différente :

doc.1 série de diapositives :

A l'écomusée du Creusot, une ville industrielle, hier. (Dossier pédagogique audiovisuel, CNDP, 1982)

diapos n^{os} 4 et 7 : vues du Creusot vers 1780 et au milieu du XIX^{ème} siècle.

doc.2 Vue panoramique du Creusot, photographie de 1916.

(Histoire 1^{ère}, Hachette, 1997, 4 p.25)

doc.3 Photo de l'atelier d'ajustage, 1881.

L'Histoire, n°195, janvier 1996, p.11.

doc.4 Chronologie des progrès techniques.

(Histoire 1^{ère}, Bréal 2003, p.53 séries L/ES et p.55 série S)

doc.5 Interview d'E.Schneider par J.Huret.

(Histoire 1^{ère}, Hachette, 1997 p.25 et Histoire 1^{ère}, Bréal, 2003, 2 p.53 pour les séries ES et L, 2 p.55 pour la série S)

doc.6 Tableau La Grève au Creusot, par J.Adler, 1899.

(T.D.C. sur Jean Jaurès, janvier 2004, p.33)

doc.7 Commentaire d'E.Schneider sur les commandes de l'Etat.

(Histoire 1^{ère}, Bréal, 2003, 6 p.23 pour les séries ES et L, 6 p.25 pour la série S)

Questions :

A) Présentez les documents. Situez la ville du Creusot sur une carte .

B) doc.1 et 2 :

Construire un tableau où vous ferez apparaître les grandes transformations du Creusot (paysage, bâtiments industriels, habitations, infrastructures par exemple).

Comment alors les expliquer ?

C) doc.2, 3 et 4 :

Dans quelles branches industrielles se spécialisent les industries Schneider?

Quelles innovations techniques leur ont été bénéfiques ? Comment voit-on la

croissance de ces entreprises ? Comment s'organise la production dans ces usines ?

D) doc.4,5 et 7 :

Qu'est-ce que le capital ? D'où provient-il ? A quoi sert-il ? Pourquoi E.Schneider se qualifie-t-il de capitaliste ? A l'aide de ces informations, donnez une définition de capitalisme.

Quels rapports entretiennent les entreprises Schneider et l'Etat ? Pourquoi ?

E) doc. 5 et 6 :

De quels groupes sociaux est-il question ? Qu'apprend-on sur les conditions de travail des ouvriers de Schneider ? Quelles sont leurs revendications et comment les expriment-ils ?

Comment E.Schneider le perçoit-il ? Pourquoi ?

A quelles idéologies peut-on rattacher ces différentes analyses de la société ?

L'étude de cas se termine par une trace écrite sous la forme d'un résumé ou d'un tableau. Elle répond à la problématique de départ en montrant et en expliquant l'ampleur des transformations du Creusot (paysage, paysage, économie, société) et elle utilise un certain nombre des notions-clés citées précédemment.

Il est aussi possible de se servir d'un exemple local pour cette étude de cas. Le TDC de janvier 2004 sur Jean Jaurès donne des exemples de documents utilisables afin de présenter les Ardennes pendant l'âge industriel.

Savoirs et compétences des élèves en Histoire-Géographie à la fin de la classe de 3^e

par Patrice GIELEN, IA-IPR d'Histoire Géographie

Lors de deux réunions, les professeurs d'Histoire-Géographie de collèges et de lycées du bassin de Reims ont travaillé sur les acquis des élèves en fin de la classe de 3^e. L'objectif était de faire le point à la fin de la scolarité du collège et de mutualiser les acquis des élèves au moment où ils vont passer aux lycées.

Les échanges ont abordés les connaissances, les compétences méthodologiques, la maîtrise des outils attendues d'un élève de fin de 3^e en Histoire et en Géographie.

Un premier bilan, toujours en développement, a été élaboré sous forme de documents joints ci-dessous. Ils présentent les notions et les connaissances attendues et les compétences d'un élève de fin de collège à partir de ce qui est prévu dans les programmes.

Les échanges ont été fructueux et ont montré une large déclinaison des attentes des professeurs en liaison avec la spécificité des établissements, les attentes de perspectives d'étude.

Un consensus des professeurs a permis de réaliser trois documents qui reprennent les savoirs fondamentaux et des outils maîtrisés attendus chez l'élève en fin de 3^e.

Ces documents certes ne sont pas normatifs mais ils font un état de données dont la maîtrise est fondamentale, très importante, importante ou en cours d'acquisition.

La question de la conduite des programmes et de l'évaluation ont été au centre dans les échanges. Il va de soi que ce chantier est une vaste interrogation à laquelle chaque enseignant est invité à se confronter en vue de perfectionner la continuité des apprentissages et l'adaptation des élèves aux exigences de l'articulation collèges/lycées.

Etaient présents les professeurs des collèges de Bazancourt, Verzy, Gueux, Fismes, Pablo Picasso de Reims, Paul Fort de Reims, Trois Fontaines de Reims, François Legros de Reims, Georges Braque de Reims, Pierre de Coubertin de Cormontreuil, des lycées de Val de Murigny de Reims, Clemenceau de Reims, Roosevelt de Reims.

Nous remercions tout particulièrement Madame Jocelyne Husson, professeure au lycée Clemenceau, Mademoiselle Christine Guillaume, professeure au collège Pierre de Coubertin de Cormontreuil, Monsieur Thierry Koessler, professeur au lycée Roosevelt de Reims pour l'élaboration et la rédaction des écrits.

Liaison troisième seconde histoire géographie Compte rendu de la réunion du 18 mars 2004

En géographie

premiers éléments de réflexion concernant la liste des compétences devant être acquise à la fin de la troisième:

connaissance notionnelles :

A) Le monde : grands ensembles

L'élève doit connaître :

- les lignes imaginaires : Equateur, Tropiques nord et sud (ou du Cancer et du Capricorne), Méridien de Greenwich, cercles polaires ;
- les points cardinaux (au moins les 8 de base) : Nord, Sud, Est, Ouest, Nord Ouest, Sud Est... ;
- les noms et la localisation des continents et des océans ;
- le nom et la localisation de grands ensembles géogra-

phiques : Europe de l'Ouest, Afrique Sub-saharienne, Moyen Orient, Asie du sud Est... ;

- la localisation des grandes zones (Equatoriale, Tropicale Humide, Tempérée Océanique...)

- la localisation des principaux ensembles de reliefs (Alpes, Himalaya, Montagnes Rocheuses...)

- la localisation de certains Etats : les plus vastes (Russie, Chine, Canada, USA) les plus puissants (USA, Japon, Grande Bretagne ...) présents dans les programmes d'Histoire (Egypte, Grèce, Mésopotamie, Pérou...) et de Géographie (Pays du Maghreb) du collège ;

- la localisation des grande agglomérations internationales (New York, Francfort...) des capitales des pays importants (Washington, Londres, Paris, Tokyo...)

- la forme élémentaire des principaux Etats du programme.

B) La population

L'élève doit connaître les notions principales de démographie :

- croissance de la population, accroissement (ou solde) naturel, bilan (ou solde migratoire), taux de natalité ou taux de mortalité, émigration, immigration.

C) Les activités

L'élève doit connaître :

- la définition des secteurs d'activités (primaire, secondaire, tertiaire)

- la définition des secteurs d'activité : agriculture, industrie, services, commerce, transports, recherche et développement

- les concepts de flux, d'importations, d'exportations, de balance commerciale

- les concepts liés à la notion de développement (Pays développés, en voie de développement, NPI, PIB, PIB/habitant, IDH...)

- les concepts liés à l'organisation du territoire

Plusieurs professeurs présents à la réunion ont marqué leur intérêt pour l'ouvrage « *Vocabulaire d'Histoire, de Géographie, d'Education Civique pour les élèves es Collèges et des Lycées* » ouvrage collectif édité au CDDP des Vosges. Cet ouvrage pourrait servir de référentiel pour les définitions de base qui doivent être acquises à la sortie du collège (tenant compte d'une nécessaire réflexion de tri entre ce qui est exigible en collège et ce qui pourrait s'acquérir en Lycée).

Compétences méthodologiques :

A) communes à toutes activités géographiques

L'élève doit :

- respecter les consignes données

- travailler avec soin, lisibilité et précision

- respecter l'orthographe et la construction grammaticale

- savoir lire et comprendre une valeur (absolue, relative : taux, indice...)

absolue, relative (taux, indice)....

- savoir établir un rapport de valeur (augmentation de x fois, diminution de x fois)

(augmentation de X fois, diminution de X fois...)

- avoir un sens critique raisonné : s'interpeller sur une aberration dans un tableau de chiffres, ne pas prendre un document comme vérité ultime....

B) relatives à la carte

L'élève doit savoir :

- lire un titre, une légende,

- repérer les types d'informations placés sur une carte,
- extraire des informations et les localiser sur la carte,
- construire un croquis guidé en respectant les règles de base de la cartographie (choix de quelques informations,

utilisation de codes graphiques pertinents, placement correct des informations, placement d'une nomenclature claire...

C) relatives aux outils graphiques

L'élève doit savoir :

- lire le titre, la légende et les unités d'un graphique

- extraire des informations d'un graphique simple

- extraire des informations d'un graphique plus complexe (pyramide des âges, graphique en courbes cumulées, organigrammes...)

- décrire et expliquer un graphique en partant du fait général aux points particuliers construire un graphique simple (en courbe, en barre, en histogramme, en camembert).

D) relatives aux documents textuels et iconographiques

L'élève doit savoir :

- lire un texte : lire un titre et caractériser le document (type de document)

- repérer et prendre en compte la source du document : qui a fait ce document? Dans quel but ?

- dégager les informations importantes du document

- dégager le message général du document

- dégager les chaînes causes - conséquences

- utiliser ses connaissances pour expliquer telle information du document

- utiliser les informations dégagées par la lecture du document

- lire un paysage :

- dégager quelques espaces particuliers et les caractériser (nommer les éléments visualisés) :

- dégager le thème principal (paysage urbain, paysage de montagne...)

- établir les relations entre ces espaces :

- construire une courte réponse

- établir un croquis/schéma géographiques à partir de l'espace visualisé

Voilà l'état actuel des réflexions du groupe « géographie ». Ce tableau est destiné à être complété et à être reformulé sous une forme plus pratique à reproduire

En histoire

Quelques constatations :

- Les élèves mémorisent peu : perte de l'habitude d'apprendre ?
- Il est difficile de les faire réfléchir sur des connaissances peu ou mal acquises. Le volume important des programmes oblige à passer vite d'un cours à l'autre, ce qui ne permet pas la multiplication d'exercices et ne laisse pas à l'élève le temps de maturation suffisant pour consolider les connaissances.
- La construction ordonnée et la rédaction correcte d'un paragraphe sont loin d'être acquises par tous.

Les objectifs de compétences

1/ Savoir se repérer dans le temps

- savoir lire une frise chronologique
- connaître les dates incontournables.

2/ Connaître et utiliser le vocabulaire spécifique de base, les mots-clés

3/ En ce qui concerne l'analyse des documents

- savoir identifier un document : nature, thème, auteur, date, source
- savoir choisir les informations les plus significatives, par exemple savoir choisir des citations courtes utilisées entre guillemets dans la réponse écrite
- savoir faire le lien entre les documents et ses propres connaissances. Cette compétence est la plus difficile à acquérir car elle met en cause la compréhension du contexte. Son apprentissage peut passer dans un premier temps par la réalisation d'un tableau listant les informations tirées du document et en vis-à-vis les connaissances nécessaires pour compléter ces informations.

Les manuels proposent souvent des caricatures trop difficiles à analyser car elles supposent un faisceau de connaissances et une capacité d'interprétation que n'a pas l'élève moyen.

4/ Les compétences à l'écrit

- savoir rédiger un texte argumenté d'une vingtaine de lignes, organisé en paragraphes marqués par des alinéas, avec un développement encadré d'une introduction et d'une conclusion courtes.
- être capable de présenter une copie claire, d'un style correct, sans trop de fautes d'orthographe (l'orthographe, le style et la présentation comptent pour 4 points sur 40 au brevet)

5/ Les compétences à l'oral

- savoir lire un texte à voix haute, en le rendant compréhensible
- s'exprimer de façon complète et non pas par bribes de phrases

Les compétences à l'oral ne sont pas assez développées par manque de temps. Interroger les élèves oralement à chaque début de séance réduit trop le temps du cours.

Compétences méthodologiques

1. Compétences liées à l'analyse du document

a) Acquis ou en cours d'acquisition

présentation du document (nature, date, auteur)
différencier la date du document et la date de l'événement relaté dans le document

répondre à des questions simples destinées à évaluer la compréhension du document

extraire l'idée générale du document

pour le document iconographique, être capable

de décrire le document (composition de l'image)

d'analyser le document (dégager le sens, le message de l'image)

mettre des documents en relation

b) Non acquises

- dégager le contexte : savoir resituer le document dans un champ de savoirs plus large

analyse critique du document

2. Compétences liées à l'écrit

a) En cours d'acquisition ou non acquises

comprendre la consigne : repérer les mots clés

utiliser des abréviations dans la trace écrite du cours

répondre à une question par une phrase complète

rédigé de manière complétée, claire et ordonnée un paragraphe d'environ vingt lignes sur un thème étudié en cours (cf. paragraphe argumenté)

b) Non acquises

savoir prendre des notes

3. Compétences liées à l'apprentissage des savoirs-

a) En cours d'acquisition ou non acquises

- savoir apprendre une leçon :

mémoriser des connaissances factuelles simples (cf. repères historiques)

maîtriser le plan et l'enchaînement logique de la leçon

s'approprier les connaissances de manière durable, C'est à dire être capable de réinvestir les savoirs sur un sujet donné en faisant le tri dans les connaissances (cf. rédaction du paragraphe argumenté) afin d'éviter le hors sujet.

4. Compétences liées à l'oral (manque de temps pour préparer l'oral alors qu'un certain nombre d'élèves auront une épreuve orale en histoire géographie en Première)

- répondre à une question par une phrase (par manque de temps, le professeur a souvent tendance à poser des questions « fermées »)

- être capable de formuler une réponse claire à une question « ouverte »

- lire à voix haute un texte court (problème de timidité souvent observé en 3^e)

Education et patrimoine : problématiques et pratiques du patrimoine industriel

par Gracia Dorel-Ferré

Au mois de janvier dernier s'est tenu au Carré des Sciences à Paris un séminaire organisé par le Ministère de l'Éducation sur le thème « Education et patrimoine », une occasion de débattre des concepts, des problématiques et des méthodes, parmi de nombreux enseignants, venus des quatre coins de la France. Un atelier avait été prévu sur les nouveaux champs d'études et de connaissances du patrimoine, portant sur le patrimoine scientifique, technique et industriel, dont on veut rendre compte ici¹.

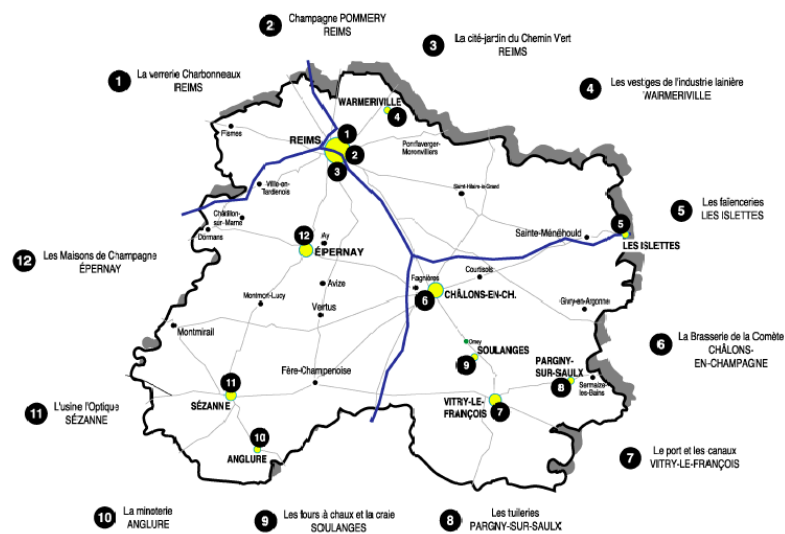
Une première réserve s'impose : ce séminaire de deux journées sur le patrimoine à l'École englobait tous les patrimoines, depuis l'écriture jusqu'aux paysages en passant par la ville, l'architecture et le sous-sol. Le philosophe Alain Château, qui co-animait notre atelier faisait remarquer non sans humour, qu'il s'agissait là d'un patrimoine bien extensif, et s'interrogeait sur les liens qui existaient entre eux, leurs différents statuts, l'éventuelle analogie entre le patrimoine scientifique, technique et industriel et le patrimoine artistique. Cette incertitude révélait des hésitations quant aux définitions de l'objet que l'on prétendait étudier, que les conférences théoriques de la première journée n'avaient pas contribué à éclairer. Le simple fait de mélanger dans un même thème le patrimoine scientifique, technique et industriel montrait à l'évidence que l'on avait fait un « paquet » sans trop s'interroger sur son contenu ni sur ses définitions².

S'agissant du patrimoine industriel, qui nous occupe ici, il nous paraît indispensable de l'extraire et de le caractériser. Pour faire vite, on dira qu'il s'agit des traces de l'activité fabricante, à partir du moment où celle-ci s'est exercée pour un marché non local, avec des techniques permettant d'assurer la production en nombre, répondant non à une demande mais à un négoce. Les exemples sont nombreux, dès les temps les plus reculés. Ainsi, les ateliers

de débitage en lame de la Préhistoire répondent à cette définition, comme les nombreux cas dans l'Antiquité (les moulins de Barbegal, la Moissonneuse des Trévires). Premier élément de la définition, donc, le patrimoine industriel s'inscrit dans la longue durée, et une réflexion sur les temps, les rythmes et les diachronies sont essentiels. Cependant, une période est privilégiée, celle où l'industrie devient le caractère dominant des sociétés occidentales, à partir du XVIII^e siècle. C'est d'ailleurs à partir de cette époque que le mot industrie acquiert le sens que nous lui donnons aujourd'hui³.

la connotation péjorative, succède depuis quelques années celui de « friches patrimoniales », véritables réserves de reconversions paysagères à venir⁴.

Enfin, le patrimoine industriel se compose d'un ensemble de traces matérielles : constructions (usines, maisons patronales, maisons ouvrières) mais aussi archives écrites, iconographiques, orales, objets, machines, produits, etc. Les liens sont évidents avec l'histoire industrielle, mais aussi l'histoire sociale, les arts, l'architecture. Cette pluridisciplinarité est la marque constitutive du patrimoine industriel.



Cette activité fabricante s'inscrit dans un espace, auquel il doit sa source d'énergie, sa matière première, sa main d'œuvre, ses débouchés : lieu de fabrication, logiques des processus, aires de dépendances. Le patrimoine industriel c'est aussi des sites, des paysages, des réseaux. Les villes, comme les campagnes, ont été marquées par l'industrie et en gardent de nombreux, et parfois encombrants, témoignages. Les aménageurs et les décideurs ne peuvent aujourd'hui se contenter de les raser. Au terme de « friche industrielle » à

On voit que les composantes du concept sont diverses : le patrimoine industriel et ses enjeux mettent en évidence la pluralité des voies de l'industrialisation⁵ (modèles, modalités, variantes) et englobent l'étude des filières industrielles (processus, produit, marché); de l'espace et de l'environnement du travail, de la société industrielle. L'analyse des vestiges intègre d'autres concepts, ceux de désindustrialisation, de patrimonialisation, de réhabilitation et de réutilisation du patrimoine industriel. Enfin, ce contenu riche et complexe

doit s'aborder dans une perspective comparative, avec des échelles de réflexion emboîtées, depuis la région, qu'il faut apprendre à mieux connaître, jusqu'à l'Europe en tant que telle, de «l'Atlantique à l'Oural.

Conséquence indirecte de la vaste opération d'inventaire des monuments historiques voulue par Malraux, mais encore inachevée, le patrimoine industriel a bénéficié un temps d'une cellule spécifique au Ministère de la Culture. Les Editions du Patrimoine se sont chargées de publier les résultats, qui pour être incomplets sont malgré tout d'une grande valeur, et une aide inestimable pour le chercheur comme pour l'amateur⁶.

Des problématiques et des méthodes

Dans les années 80, alors que le patrimoine industriel était encore le fait d'un groupe d'initiés autour de Louis Bergeron à l'École des Hautes Etudes, l'Inspecteur Général Vitte organisait deux stages à Dijon et un à Lille, qui établissaient d'ores et déjà les contours du savoir scientifique et du transfert pédagogique.

1. Contenus scientifiques renouvelés, applicables à l'enseignement

Comme on l'a vu dans les définitions précédentes, travailler sur le patrimoine industriel suppose d'appréhender une société de façon globale. C'était reprendre les enseignements de Fernand Braudel⁷ et de Bertrand Gilles⁸, et avant eux, ceux de Lucien Febvre⁹ et de Marc Bloch¹⁰. *L'histoire*, disaient ces derniers, *doit être totale, rien dans le passé de l'homme ne doit nous être étranger*. C'est pourquoi Braudel cherche à saisir les sociétés dans ce qu'elles ont de plus quotidien, dans ce quotidien où elles sont, avant tout, immergées. Bertrand Gilles regrette pour sa part le désintérêt des historiens pour *les systèmes techniques*, ensemble de paramètres qui définissent une société en fonctionnement. Comment comprendre, comment faire une histoire totale sans la dimension technique, qui embrasse tous les aspects, depuis le quotidien de Braudel jusqu'aux grands mouvements de sociétés ? Avec la prise en compte du patrimoine scientifique, technique et industriel on peut aisément aborder, de façon concrète, les sociétés dans le passé et mieux comprendre par la

suite leur dimension politique et culturelle.

L'étude des sociétés par le biais du patrimoine qui en subsiste permet aussi de comprendre que les

facteurs de changements, les « révolutions » ne sont pas toujours politiques. Pour ne prendre que l'exemple de l'Europe occidentale depuis l'an Mil, on relève plusieurs moments qui cristallisent des faisceaux d'innovations et conduisent à des changements importants dans le domaine des structures économiques, des modes de fonctionnement sociaux et culturels. Sans vouloir entrer dans une analyse approfondie de la question qui dépasserait le but de cet article, le XII^e siècle peut être vu non seulement comme celui de changements techniques dans le domaine de l'outillage rural (charrue, collier d'épaule), mais aussi dans les capacités de mise en culture de nouvelles terres et par voie de conséquence l'enrichissement d'une catégorie de la population en prise directe avec les revenus de la terre (Églises, principautés territoriales). L'effervescence intellectuelle qui accompagne cet essor économique rend compte de l'état d'esprit d'une population dynamique, inventive et en pleine croissance. Le système technique de la fin du Moyen-Age et de la Renaissance entraîne lui aussi des transformations décisives. L'application de la mécanique, les débuts de l'optique, l'expansion maritime sont autant d'éléments marquants, qui pré-occupent les gens de l'époque autant sinon plus que les œuvres des peintres et des sculpteurs que l'on a appris à considérer comme fondamentales.

Cette démarche aurait au moins l'avantage d'éviter les stéréotypes, dont on sait combien ils sont des obstacles au progrès éducatif. Ainsi, le 19^e siècle est vu comme celui de la révolution industrielle anglaise fondée sur une nouvelle énergie, la vapeur, et diffusée dans le continent puis dans le monde. C'est faire bon marché de l'usage industriel des sources d'énergie naturelles : l'hydraulique a aussi été l'énergie de la « révolution industrielle », et parmi les lieux paradigmatiques, il faut citer New Lanark et Glasgow, en Ecosse. Enfin, on oublie trop souvent qu'au même moment où l'Angleterre découvrait les voies de la modernité, au début du 18^e siècle, un autre pays s'équipait d'une façon colossale, à partir de l'hydraulique, et se dotait d'une industrie métallurgique et minière d'une

portée considérable, puisqu'en quelques décennies, le pays, d'acheteur était devenu pourvoyeur de métaux pour le nord de l'Europe, Angleterre et Suède comprises.

2. L'étude de cas et son extension typologique

Loin d'être la voie du localisme, qui enferme dans un territoire et ne voit que lui, l'étude du patrimoine industriel se fonde sur des problématiques illustrées à partir d'études monographiques mises en relation avec d'autres unités semblables ou différentes dans l'espace et dans le temps. Il s'agit d'une démarche générale de la construction du savoir, établi non à partir de spéculations et de raisonnements abstraits, mais à partir d'objets concrets, dont on cherche à mettre en évidence les logiques fonctionnelles de production, en particulier dans leurs dimensions sociales et techniques. Cependant il ne s'agit pas d'une méthode nouvelle : elle est l'émanation directe des pédagogies actives, déjà centenaires¹¹. Ces pédagogies actives, signées par Freinet ou Decroly, préconisaient toutes la sortie pédagogique, qui seule permet un exercice des facultés d'observation et de déduction. Bien sûr, l'ensemble documentaire peut pallier les difficultés générées par la sortie, surtout en collège ou en lycée. Il ne remplace pas le contact direct, les sensations, les contrastes d'échelles. Par contre l'ensemble documentaire est indispensable à l'heure de relativiser la réalité rencontrée. Ces démarches ne sont pas nouvelles : quand on étudie une église romane ou gothique, on n'hésite pas à visiter celle qui se trouve dans notre environnement immédiat, et on la compare tout naturellement avec d'autres plus ou moins importantes, plus ou moins ornées, plus ou moins abouties sur le plan architectural, etc. Le patrimoine industriel aura gagné ses lettres de noblesse quand on appliquera des procédures si évidentes à l'étude des usines, des coopératives ou des maisons patronales.

Oui, mais on objectera que pour relativiser, comparer avec ce qui est semblable ou différent dans l'espace et dans le temps, il faut disposer d'une documentation variée à cet effet. Elle existe au moins en partie. Les points d'appui privilégiés tels que Le Creusot, Arc-et-Senans, Fourmies, Noisiel, Guise, et bien d'autres, auraient mérité d'être rassemblés dans une collection pédagogique. Aujourd'hui, malgré un

gros effort de l'Inventaire, on ne dispose pas d'un tel outil, mais il serait facile de créer, en collaboration avec les CRDP, des catalogues à partir des ouvrages existants, à l'intention des enseignants¹².

Une pratique modeste

Quelle est la place de ces nouveaux champs d'étude dans l'enseignement et les apprentissages scolaires ? A première vue, le patrimoine est l'arlésienne de l'éducation dont on parle souvent mais que l'on ne voit jamais. Pourquoi, alors que tout un important travail a été réalisé, en particulier dans les Ecoles Normales, dans les années 80¹³, n'a-t-on pas progressé ? Pourquoi une diffusion si précaire, qu'aujourd'hui on redécouvre les mêmes questions, sans que les problématiques soient renouvelées ? On peut s'interroger sur les raisons de cette absence.

1. Place dans les programmes

L'histoire des sciences et des techniques est notre parente pauvre. Elle n'est jamais enseignée dans le cadre de ces disciplines. Quant au patrimoine industriel, il n'est pas cité dans les programmes d'histoire et géographie, sauf pour la classe de 6e ! le mal vient de loin :

En amont, on remarque que l'Université fait peu ou pas de place à ces enseignements dans la formation initiale. Seules des formations doctorales intègrent parfois la dimension du patrimoine industriel. Pour les historiens, le découpage en périodes de l'Université française ne permet pas les études diachroniques, dimension indispensable pour qui veut comprendre un site, une filière, un système technique. Cependant les récentes journées organisées à Besançon sur la *mémoire de l'usine* constituent un bon point de départ, avec une conception bilinguistique, où participaient les philosophes.

Fait nouveau : les géographes s'aperçoivent que l'on ne peut plus parler d'aménagement urbain sans donner toute sa place aux héritages des deux siècles précédents, devenus de véritables enjeux de la modernité. Ils commencent à s'intéresser au patrimoine industriel, comme le prouvent les nombreux mémoires et autres thèses consacrés de plus en plus, à cette ques-

tion. Cette évolution est importante, car elle réévalue tout un pan du champ épistémologique, celui qui se réfère à l'espace, aux échelles, aux réseaux. Les sociologues commencent à se tourner vers le patrimoine industriel car ils ont compris que celui-ci leur offrait une grande variété de références quant aux formes qu'a pu prendre le travail dans le passé, au-delà de ce que le témoignage oral peut dire. Là aussi, leur contribution est essentielle, car ils nous offrent une dimension sociale que l'on avait

Voyons de que suppose enseigner le patrimoine scientifique, technique et industriel.

1. Faire un inventaire du milieu

L'enseignant, ou plutôt l'équipe des enseignants d'un établissement, doit repérer dans l'environnement immédiat de l'école, du collège ou du lycée ce qui relève de ce champ d'études, qui va des structures du quotidien aux désindustrialisations des années 70 et aux grandes politiques d'aménagement qui ont suivi. Cette démarche peut être associée à des enquêtes



Visite de la friche du Val Des Bois à Warmeriville dans le cadre du circuit sur la laine dans la Marne

parfois perdu de vue, sous l'influence des architectes et des archéologues, qui les premiers se sont intéressés au patrimoine et ont davantage valorisé les modes et les matériaux de construction, les volumes, les décors.

2. Place dans les pratiques pédagogiques ?

Si la place du patrimoine industriel est modeste dans les programmes, elle a par contre été encouragée au niveau d'activités, dans le cadre de parcours personnalisés, pluridisciplinaires, soit dans le cadre du plan d'éducation artistique et culturelle¹⁴ c'est-à-dire qu'il figure en marge d'un enseignement de fond, et qu'il est fonction des situations et de moyens locaux. Ceux-ci, comme on le sait, ont été réduits drastiquement. Est-ce à dire que rien n'est possible, et qu'il faut rendre de suite son tablier ?

orales auprès des familles. Les CRDP capitalisent ce genre d'information en élaborant une carte des ressources, mais cette carte est à compléter et à mettre à jour tout en étant accessible et conviviale. Les CDI devraient assurer le lien entre ces ressources académiques et les établissements. Notons que ponctuellement, tout cela existe déjà, mais ce qui manque, c'est la généralisation de la démarche¹⁵.

2. Créer des équipes pluridisciplinaires (sauf à l'école, bien sûr)

La réflexion pluridisciplinaire n'est pas enseignée dans la formation initiale ; elle n'est pas prise en compte dans les réunions pédagogiques figurant dans l'emploi de temps des enseignants. Elle n'est pas encore entrée dans les mœurs. L'enseignant est toujours un solitaire, dans les quatre murs de sa classe. En dehors des

sempiternelles questions d'affinités ou de praticabilité, le point essentiel, pour les équipes d'enseignants est d'être bien au clair au sein de sa propre discipline. Nous manquons d'une bonne armature épistémologique. Nous hésitons sur ce qui est le noyau dur, l'irréductible, de notre enseignement. Trop souvent, les actions pluridisciplinaires sont des collages de disciplines, sans objectifs notionnels précis.

3. Faciliter les sorties pédagogiques

Le patrimoine scientifique, technique et industriel est dans l'environnement, il faut donc aller le chercher. Or, tout déplacement, en dehors même des réglementations et de la sécurité, a un coût. De la même façon que le ramassage scolaire est gratuit, la sortie pédagogique, autorisée par le chef d'établissement, devrait l'être aussi, sinon, la gratuité de l'enseignement n'en est plus une. Les emplois du temps devraient proposer des demi-journées banalisées pour les sorties et les activités pluridisciplinaires, afin de ne pas déranger les cours. Aussi, la sensibilisation des chefs d'établissement aux questions de faisabilité, s'agissant du patrimoine industriel devrait faire partie de leur formation, à eux aussi.

Conclusions

Durant les deux journées de ce séminaire, il a été gênant de voir que le patrimoine scientifique, technique et industriel était considéré comme une catégorie parmi d'autres, au même plan que le patrimoine de l'écriture ou du paysage ou de l'architecture. Or, certains appartiennent au domaine des infrastructures, les autres au domaine de l'expression ou si l'on veut, des superstructures. Ne pas définir les contenus notionnels et les objectifs spécifiques de chacun entretient la confusion, et le passage aux applications pédagogiques devient difficile pour ne pas dire impossible.

Nous, les historiens-géographes, nous ne pouvons considérer le patrimoine comme un fourre-tout. S'agissant, pour nous, de l'ensemble des traces tangibles qui définissent le legs d'une société passée, à laquelle ce patrimoine nous relie, c'est donc une société qui est saisie dans sa globalité. S'intéresser au patrimoine, c'est choisir une entrée privilégiée, concrète pour entrer dans le passé.

La société s'est emparée du concept, parce qu'il est une arme de défense contre la globalisation à sens unique. Si le patrimoine est un legs diversifié multiple, il nous renvoie à bien d'autres choses, à savoir aux logiques de fonctionnement d'une société passée avec ses évolutions, ses retards, ses contradictions, mais aussi son emprise sur notre présent. Un présent qui a besoin de son épaisseur historique, d'où la profonde implication citoyenne du patrimoine, une dimension que l'on peine à retrouver aujourd'hui

notes :

¹ A l'initiative de la direction de l'enseignement scolaire du Ministère de l'Education Nationale, ce séminaire s'est tenu les 19 et 20 janvier au Carré des Sciences. Il s'adressait à un panel de personnels de l'Education Nationale, ayant des responsabilités dans le domaine concerné : inspecteurs du premier et du second degré, formateurs IUFM, inspecteurs d'Académie, enseignants chargés de services éducatifs ou chargés d'actions patrimoniales. Après des conférences prononcées par des personnalités telles que Françoise Choay, Henri-Pierre Jeudy, Jean-Michel Lenniaud, Dominique Poulot, des tables rondes et des ateliers avaient traité du patrimoine à l'Ecole, des nouveaux champs d'études, des approches territoriales, des objets et moyens pédagogiques. Le séminaire s'était terminé par un état des lieux des pratiques dans le domaine des patrimoines.

² Rappelons les quelques références incontournables, par ordre de parution, pour qui s'intéresse au sujet :

Daumas, M. *L'archéologie industrielle en France*, Paris, 1980

Andrieux, J.Y. *L'archéologie industrielle*, QS 1992

Bergeron, L. et Dorel-Ferré G. *Le patrimoine industriel un nouveau territoire* Ed. Liris, 1996

³ Mousnier, R. *Progrès scientifique et technique au XVIII^e siècle*, Plon, 1958

⁴ Voir en particulier ce qui se fait à Roubaix, dans : De Roux, Emmanuel *Le patrimoine industriel*, Editions Scala, 2000

⁵ Fontana, G.L.(coord.)

Le vie dell'industrializzazione europea. Sistemi a confronto, Bologna, 1997,

⁶ Parmi les publications dont le catalogue rend compte, signalons une référence essentielle : Belhoste, J.F. et Smith, P

Les cinquante sites du patrimoine industriel en France, Editions du Patrimoine, 1997

⁷ Braudel, F. *La dynamique du capitalisme*, Arthaud, 1985

⁸ Gilles B. *Histoire de la technique*, La Pléiade, 1978

⁹ Febvre, L. *La terre et l'évolution humaine, introduction géographique à l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1922

¹⁰ Bloch M. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Cahier des Annales, 1976

¹¹ Introduite dans les programmes de géographie, récemment, l'étude de cas est en fait la reprise de ce qui fut la pièce maîtresse des activités d'éveil, telles qu'elles furent définies dans les textes de 1969. Il s'agit d'une démarche générale de la connaissance, qui suppose l'étude d'une réalité circonscrite, soit directement soit avec des documents de substitution, que l'on compare ensuite et enfin, synthèse

¹² La collection *Ressources et patrimoine* dont le SCEREN a commencé la publication pourrait répondre à ce besoin, mais elle semble avoir pris une orientation plus pédagogique que documentaire.

¹³ Signalons le gros effort qui avait été fourni dans la collection *La France face à l'Avenir*. De nombreux sujets avaient été traités, à l'époque, qui relèvent du patrimoine industriel et qui, de toutes façons constituent aujourd'hui une banque de données remarquable.

¹⁴ C'est le cas d'initiatives du genre « Adoptons un patrimoine », qui a fait l'objet d'un texte paru au BO daté du 2 mai 2002

¹⁵ Nous renvoyons le lecteur à des initiatives comme celles que nous avons pu mener avec une équipe avec le CDDP de la Marne. Nous avons élaboré une carte des 12 sites les plus intéressants du point de vue pédagogiques, pour ce département. Cette carte a été diffusée dans tous les établissements scolaires. Elle a été reprise dans une rubrique du site internet du CDDP consultable sur le portail du CRDP de Reims.

Les premiers artistes vétérinaires en Champagne à la fin de l'Ancien Régime

par Patrick Wadel collègue Joseph Cressot de Joinville

La région Champagne-Ardenne a eu ses historiens de la médecine vétérinaire : Léon Moulé originaire de Vitry le François (1849- ?) diplômé d'Alfort en 1873, auteur de « Histoire de la médecine vétérinaire » paru en fascicules tirés du Bulletin de la Société Centrale Vétérinaire entre 1891 et 1911, Emmanuel Leclainche¹, originaire de Piney (Aube, 1861-1953), fait ses études au lycée de Troyes, diplômé de l'Ecole vétérinaire d'Alfort en 1882, auteur de « Histoire illustrée de la médecine vétérinaire », en 1955. Ils sont les héritiers du grand bouleversement intellectuel du XVIIIème siècle, qui fait se réconcilier l'Homme et la nature, que d'autres civilisations avaient eu la clairvoyance de ne pas dissocier.

Ce pouvoir de guérir les animaux est ancien. Toutefois, de nouvelles approches, de nouvelles connaissances se diffusent dès le moment où s'ouvrent au XVIIIème siècle les premières écoles vétérinaires avec Bourgelat à Lyon, puis à Alfort. On notera au passage ce goût pour la transmission des savoirs et la progression de l'esprit humain au service de l'intérêt commun.

Ainsi, comme l'a écrit Emmanuel Leclainche : « C'est dans la seconde moitié du dix-huitième siècle qu'une médecine scientifique va commencer à s'édifier, c'est à dire au moment même de la création d'un enseignement vétérinaire »². On comprendra alors tout l'intérêt d'ouvrir un chapitre de notre histoire régionale, souvent évasif, sur ces premiers spécialistes des animaux, issus des terroirs champenois.

L'envoi de trois élèves de la province à l'école de Lyon n'a été que le fruit du hasard. Le premier des élèves, Roy, ne doit son affectation qu'à la géographie, puisqu'il est originaire de Langres, au sud de la province.

Les deux autres, Mougin (de Wassy, Haute-Marne) et Dhuiny (de Troyes), ne le doivent qu'au manque de place à Alfort : « Toutes les places de l'école vétérinaire d'Alfort Monsieur, étant remplies, vous pouvez adresser à l'école de Lyon les deux élèves que les villes de Troyes et de Vassy se proposent d'entretenir... je lui³ donnerai des ordres pour les recevoir et je les lui recommanderai particulièrement... »⁴. L'intervention de Bertin en personne, sa protection, sont suffisantes pour marquer toute l'attention qui est accordée au passage de ces élèves dans une école vétérinaire. Cette sollicitude montre combien le problème des épizooties préoccupe dorénavant les acteurs les plus hauts placés dans l'administration du royaume. Elle épaula l'action de terrain de l'intendant Rouillé d'Orfeuil qui réussit à convaincre des assemblées locales et des personnalités de haut rang dans la province. Il existe donc, dans les paroisses les plus reculées du royaume, des esprits suffisamment éclairés pour reconnaître la réelle utilité des enseignements vétérinaire et soutenir en partie les frais de leur scolarité.

Elèves-vétérinaires, pensionnaires de Lyon.

Il n'en va pas de même pour les élèves d'Alfort qui sont les plus nombreux. Assurément et pour longtemps, Alfort a été l'école de prédilection de la province.

animale présenté à la Convention nationale le 17 Vendémiaire An

Années	Elèves	Prise en charge
1769	Roy	Ville de Langres, la province
1769	Dhuiny	Ville de Troyes, la province
9/07/1769 9/07/1773	Nicolas Mougin	Ville de Vassy pour moitié, la province pour l'autre.

III de la République française une et indivisible ».

Dans la même période révolutionnaire, les écoles vétérinaires deviennent « écoles d'économie rurale vétérinaire ».

Le recrutement d'Ancien Régime n'est finalement pas forcément

Années	Elèves	Prise en charge
1769-1765	Peltas	Ville de Langres
01/1769 -05/1774	Claude, Nicolas Lombard	Ville de Brienne
01/1775- 7/10/1775	Husson (meurt à l'école d'une phtysie pulmonaire)	?
18/10/1773 -1776	Jean Baptiste Jossier	?
1774 -30/09/1776	Louis Le Roy	M. de Guinaumont
1776	Soulier (renvoyé pour libertinage)	
1776-1779	Joseph Mayeux	Pour moitié par la ville de Rocroy, par la province
1777-1780	Jean-Baptiste Lacroix	Pour moitié par la ville de Rethel, par la province
?	Flaubert	?
1775	Flaubert cadet	?
1777-11/04/1781	Antoine Flaubert, Arcis sur Aube	Son père ayant sacrifié le peu qu'il avait pour entretenir ses frères aux écoles vétérinaires
?	René Marangé	Chapitre et seigneurs de Joinville
1779	Tisseron	
1779	Jeannin	Ste Menehoulde
1781-1786	Nicolas Ludot	Savignien Ludot, son père, maréchal-ferrant à Outines
1/07/1784	Etienne Jobard, Graffigny	Province
22/02/1782-1786	Claude Gaulet, garçon maréchal à Villentrede	Recommandé par le comte de Villebertin
1782	Jacques Mathieu	Recommandé par la Société d'Emulation de Reims
1782	Alexis Lambert, Droys sur Barse	Recommandé par M. de Sainte Maure
1786	Gagnerot, garçon maréchal à Neuilly	Recommandé par le comte de Brienne
?	Louis Cholet	Leseur, seigneur de Blaise

lié à l'exercice de la maréchalerie par le père. Elle y contribue fortement, sans être forcément nécessaire. Le critère de choix est plus lié au contact avec les populations rurales, mais déjà, une distinction s'établit entre villes et villages.

On exige de ces garçons de bonnes mœurs, sachant lire et écrire. Dans l'exercice de leurs missions, ils devront rédiger des mémoires lus et étudiés dans les bureaux des ministres. Il n'y avait aucune raison d'en faire une élite, tout au moins fallait il en faire des rapporteurs fidèles. Ce choix semble obéir à une stratégie reposant sur la collecte des informations: la rédaction des symptômes, examinés à distance par les sommités médicales : Bourgelat au début, puis ses successeurs. On voit encore des

bonne constitution physique et une bonne monture, bien docile et suffisamment robuste à porter ou tirer le char à banc. Le cabriolet n'étant pas à la portée d'un médecin de campagne.

Au sommet de la pyramide des collecteurs d'informations, Bourgelat, puis ses successeurs (Chabert entre autres), coordonne le réseau. Celui-ci n'a pas toujours bien fonctionné. Bourgelat dans ses débuts s'en plaint : « ... nos espérances ont été trompées, nous n'avons pu obtenir des renseignements que de quelques Provinces, encore la plupart ont-ils été très-foibles & très-peu satisfaisans, en sorte que notre attente a été absolument en pure perte d'un tems non moins digne des regrets des Elèves que des nôtres ». ⁵



élève vétérinaire en 1782

Il est sûr que certains élèves ont eu de la peine à suivre les quatre ans d'école, faisant d'eux des « vétérans » d'après Ronald Hubscher⁶. Certains sont déjà des hommes, des garçons vivant sous le toit de leur père. Ils n'ont d'autre horizon que la cheminée de la maison familiale. Il leur faut s'adapter à une culture qui leur est étrangère. Ils sont aussi patoisant⁷.

D'autres découvrent une autre vie. Jean Baptiste Jossier qui est mis au cachot pour avoir écrit des lettres à la fille d'un aubergiste, s'évade, parvient à Châlons, mais revient à l'école avec des cavaliers de la maréchaussée. Il prendra par la suite un engagement dans Royal-dragon.

Le travail de la forge n'est pas abandonné. Il est vrai qu'il s'oppose à la spéculation médicale. Sa persistance ne s'explique que par la nécessité de gagner sa vie. Là aussi, l'organisation des métiers manque de nuire à l'épanouissement d'une profession reconnue nécessaire, qui doit être protégée de tout troubles. Il a fallu un arrêt du Conseil pour permettre aux élèves de l'Ecole royale vétérinaire établis en Champagne, d'exercer la profession de maréchal et de tenir boutique, sans être obligés de se faire recevoir dans les maîtrises ou jurandes. A Chaumont, les maréchaux de la ville sont venus prendre les instruments de maréchalerie qui composaient la boutique de Louis Cholet, artiste vétérinaire, alors absent, sous le prétexte qu'il n'avait pas le droit d'exercer la grosserie.⁸

L'apprentissage scolaire a ses limites qui sont celles de l'efficacité. Il n'y a pas encore de séparation bien nette entre les matières médicales et l'hippiatrie. Nous le voyons à travers un autre élève, Louis Le Roy, chassé de l'école. Il demande, en 1778, sa réintégration, car il veut partir pour la Guadeloupe. Bourgelat intervient. Il n'en est pas question car le sujet est de « très mauvaises mœurs, et a mis le désordre maintes fois dans l'école ». ⁹

consultations auprès de Vicq d'Azyr, ou même Lafosse. C'est le cas par exemple dans une fièvre charbonneuse survenue à Wassy en 1787. Il existe des maladies incompréhensibles, la science étant encore bornée par l'invisible, frontière qui sera franchie avec les travaux de Pasteur.

D'un autre côté, on oublie aussi trop souvent, l'aspect pénible ou sportif des tournées, qui devaient exiger effectivement une

Le Roy a pu entrer à l'école, grâce à son oncle, chapelain à Cernon¹⁰, qui avait obtenu la protection de Monsieur de Guinaumont. Celui-ci l'en a fait sortir avant le terme de sa scolarité pour le placer chez le concurrent de Bourgelat, Lafosse fils, qui espérait « un établissement considérable et sous ce point de vue



Bourgelat

s'était associé Le Roy...».¹¹

En moins de trois ans d'école, Le Roy obtient quatre prix. S'il en est retiré par son protecteur, qui finance ses études, la raison en est peut-être la longueur, sans rapport avec l'efficacité de l'enseignement, hormis les frais supplémentaires. Il n'est donc pas question d'incompétence. Laissons la parole à Bourgelat : « ...vous n'ignorez pas que les établissements les plus utiles rencontrent toujours des gens qui les frondent. Le sieur La Fosse pourvu d'abord d'une charge de maréchal du Roy, ensuite d'une lettre de maîtrise de maréchal de Paris et enfin dénué de tous les titres par son ignorance et par la dépravation de ses mœurs a jugé à propos de se déclarer notre ennemi et de prêter son nom à des médicaments et à des barbiers qui ont fait pour luy de gros volumes aussi peu achetés que par lui. A peine le nommé Le Roy eut il mis le pied hors de l'école que séduit par cet homme que de nombreuses puissances étrangères demandoient, selon ce qu'il disoit, devint en quelque façon son domestique ... ».¹²

A cette association s'ajoute l'influence néfaste sur les autres élèves qui risquent d'être entraînés dans le sillage de La Fosse. Bourgelat se trouve forcé de faire interdire la ville de Paris à tous les élèves.

Le désordre provoqué par cet élève n'explique pas à lui seul l'opinion de Bourgelat qui ne peut s'empêcher d'écrire : « Il a le verbe aussi aiguisé pour faire un mauvais charlatan, mais qu'il ne sera jamais un bon artiste ».¹³

On peut aussi être surpris par l'intransigeance de l'homme de science, par son manque d'humanité. On le voit à travers le cas de l'élève Husson, qui, malade, a demandé l'autorisation de retourner chez ses parents. Bourgelat refuse, et l'oblige à rendre l'âme dans les murs de l'école.

Bourgelat n'est pas le seul à vouloir faire régner le bon ordre et la discipline. C'est le lot de tous les directeurs d'école.

En 1781, Etienne Jobard, garde-étalon depuis douze ans à Pressigny dans l'élection de Langres, demande à faire entrer son fils à l'école.

Après les renseignements d'usage, il est décidé de l'envoyer à Alfort, pour l'année 1784, car les fonds prévus pour 1783, ont déjà été arrêtés. Pour le subdélégué, la pension aurait pu être supportée par le père. La position de garde-étalon a pu motiver la prise en charge par la province. Elle apparaît comme un intéressement à bien servir.

L'investissement humain ne semble pas avoir été judicieux. L'élève se fait remarquer par sa conduite négligée et violente, allant jusqu'aux voies de fait. Le directeur, Chabert, tient à ce qu'il quitte l'école, afin de ne pas créer de précédents, bien qu'il ait suivi sa scolarité avec profit. C'est pourquoi son brevet ne lui sera accordé que « sur les bons témoignages qu'il aura mérité ».¹⁴

D'un autre côté, les frais de scolarité ont pu paraître importants pour des élèves peu habitués au superflu.

Si les directeurs des écoles font leur publicité auprès de l'intendant de la province, les études ne sont pas gratuites. La pension est de 180 L par mois. A cette somme s'ajoute le prix d'un uniforme (50 L), divers livres en première année : une anatomie complète (5 L), un dictionnaire d'anatomie (4,10 L) un extérieur des animaux (3,10 L) ; en troisième année un cours de bandages (7,10 L), un élément de pharmacie (7 L), un traité de la ferrure (3 L). En première année l'élève a dans son trousseau un tablier de cuir (4 L). Les instruments spécifiques à l'exercice de la chirurgie vétérinaire sont fournis selon les années pour former un outillage personnel à la sortie de l'école. Leur présence dans le trousseau jalonne la progression de l'enseignement. C'est ainsi qu'en première année l'élève est doté d'un étui de scalpels.

Bourgelat en personne contrôle les fournitures aux élèves et limite les achats. En 1778, deux élèves, Mayeux et Lacroix adressent une demande à l'intendant de la province concernant : « une veste de travail chacun à

18 L, une culotte de peau chacun à 24 L, un tablier de forge à 6 L formant une somme de 96 L. Informé indirectement, Bourgelat n'entend pas satisfaire aux besoins des deux élèves : « Tout état, Monsieur, que les élèves auront eu la hardiesse de vous envoyer sans être souscrit par moy est un Etat à rejeter et je vous remercie de n'avoir point adhéré à celui des nommés Mayeux et La Croix ». ¹⁵ Peu de temps après, une autre demande venant de Flaubert cadet et Lacroix, suit le même cheminement. Ceux-ci ont demandé en 1778, l'achat d'un traité des maladies épizootiques et d'un tablier de forge. Bourgelat n'avalise pas cette demande et précise même de sa main que le traité « ne se vend point ».¹⁶

Le temps passé aux écoles est une étape avant la vie professionnelle. La spécialisation n'entraîne pas l'aisance. C'est pourquoi les soucis d'amélioration des races provinciales de chevaux, va faire apparaître un emploi rémunéré dans

l'administration des haras.

Une place de garde-haras peut permettre à un artiste vétérinaire de subsister. Nicolas Ludot, au sortir de l'école pense s'installer à Vitry le François en 1785¹⁷. N'ayant que peu d'ouvrage, il fait la demande pour une place de garde-haras qui lui permet d'avoir un bénéfice fixe. En effet, en Champagne les garde ont une pension de 150 L perçue par les gardes-étalons dans le cadre des saillies des juments. C'est en effet sous l'administration de l'intendant Rouillé d'Orfeuil que l'administration des haras de la province se réorganise.

Bertin étant ministre, on devine aisément la relation entre les problèmes de la reproduction du cheval (les haras) et la surveillance étroite des troupeaux paysans. L'originalité de l'administration de Bertin, est de voir les anciens élèves des écoles vétérinaires employés comme garde-haras dans l'administration du même nom. C'est par les haras que les artistes vétérinaires trouvent leur première justification, avant d'être employés dans les épizooties. Cet emploi leur procure ce qu'on pourrait appeler un fixe en numéraire, les défrayant de leurs voyages. Ils ont ainsi un contact avec les populations qu'ils doivent remettre dans le droit chemin de la législation, et à qui ils font connaître les premiers rudiments de l'hygiène. Ils ont un rôle de relais fondamental, mais de par leur situation, ils sont aussi en but aux critiques qu'une éventuelle crise peut faire apparaître, dans la mesure où ils jouissent de privilèges pourtant souvent recherchés, enviés.

L'organisation de l'administration des Haras dans la province procure certainement une reconnaissance. Le garde-haras est parfois confondu avec le garde-étalon. Il est possible que ce dernier, usurpait parfois les compétences de son supérieur, pour mieux régner dans les paroisses et profiter du travail de son cheval. Le garde-haras a une fonction de police, par la possibilité de dresser des procès-verbaux, en rapport aux infractions qui regardent la production des chevaux. Cette situation lui donne une parfaite connaissance de l'élection à laquelle son brevet de garde-haras est attaché. Son autre brevet de « privilégié du Roi en l'art de la médecine vétérinaire » lui permet de prendre le pas sur les maréchaux du cru.

L'autre fait marquant, sera le passage obligé de l'inspecteur de Seltot en 1777 à Alfort. L'année suivante, il est placé à la tête des haras de Champagne. Cette situation correspond à une entreprise de régénération du cheval champenois, considéré par Bourgelat comme abâtardi, dégénéré en 1779. On peut donc comprendre, que le nouvel inspecteur, sortant d'une école vétérinaire, ne peut que réformer le haras dans le sens d'une administration convertie aux principes scientifiques en la matière.

Au sortir des écoles, les artistes vétérinaires, sont encore dans l'enfance de l'art. Comparativement aux siècles d'ignorance qui les ont précédés, ils sont à l'origine de complets bouleversements dans le seul domaine de la souffrance animale. On comprend dès lors le fossé qui n'ira que se creusant avec le maréchal-ferrant dont il faudra marquer les limites des interventions.

La proximité de Paris fait que la plupart des élèves envoyés par la province sont issus d'Alfort. De retour ils auront à se confronter au folklore hagiographique qui semble s'être figé dans la statuaire de nos églises rurales qui fourmille encore de toutes ces représentations : St. Antoine, St. Roch, St. Blaise, St. Hubert, St. Martin pour ne citer que les plus fréquents. Cette persistance à

vouloir se vouer à un protecteur céleste ne date pas d'hier. Elle se ramifie très certainement dans un inconscient collectif dont les origines restent encore obscures, apparentées à un chamanisme, combattu et relégué au rang de sortilège, quand il n'est pas détourné dans la personnification d'un saint guérisseur. La maladie, la mort, apparaissent comme une fatalité, un coup du sort.

Le XVIIIème siècle est à la charnière des superstitions. A Cirey sur Blaise on racontait autrefois que Voltaire en personne se rendait sous un certain arbre du sabbat... qu'allait-il chercher là ?

La méconnaissance des maladies dans leurs causes, laisse alors une grande place au hasard : la divine providence. Il y a deux sortes de maladies : les unes dites bénignes, les autres dites malignes. Comme chez les hommes il y a des contagions, mais pas de médecins des épidémies. Certains remèdes réussissent, d'autres pas. Des maladies s'éteignent d'elles-mêmes, d'autres s'éternisent, se propagent. La maladie circonscrite aux étables et aux écuries d'un village prend rang d'épidémie, avant que le terme savant « épizootie » ne s'impose. Il n'est pas rare que des animaux morts soient jetés à la rivière, leur peau commercialisée. Il a fallu légiférer, punir, préconiser pour enfin prévenir par de nouvelles règles d'hygiène, par une surveillance et une médicalisation des animaux. L'animal, comme les hommes mérite qu'on se penche à son chevet, qu'on l'examine.

Le fait remarquable, au XVIIIème siècle, est la recherche dans la détermination des maladies, l'intuition que les noms locaux, différents en fonction des terroirs, désignent les mêmes maux, et par conséquent nécessitent les mêmes remèdes. Il y a donc une universalité de la maladie, et par voie de conséquence, des remèdes éprouvés. Le rôle des premiers vétérinaires va être celui du collecteur d'information. Il ne lui appartient pas de raisonner la maladie, mais seulement de l'identifier par des symptômes connus. Une lecture superficielle pourrait aussi laisser croire à une supériorité de l'esprit français, et par conséquent, à une avancée du royaume dans ce domaine. En fait, c'est une vue étroite, et s'il y a un réel progrès, il faut le mettre bien évidemment sur le compte des progrès de l'esprit plutôt que ceux de la société. Si le XVIème siècle a mis en avant l'individu en harmonie avec la nature favorisant l'individualisme, le XVIIIème siècle, annonce la solidarité du genre humain.

La création des écoles vétérinaires s'inscrit dans la recherche de moyens efficaces dans la lutte contre les épizooties. Les moyens employés seront ceux de la médecine qu'il faudra inoculer à des générations de campagnards. Cette conception apparaît comme avant-gardiste, quant on sait à qui étaient réservées les entrées dans les collèges ou dans les écoles militaires. De telles institutions, placées sous la protection royale, avaient besoin de fonds pour leur fonctionnement, et surtout la confiance des élites. Dans un monde encore ignorant de la science, il a fallu trouver dans le royaume des encouragements et des soutiens locaux, pour justifier et confirmer l'œuvre entreprise. Celle-ci perdure encore aujourd'hui puisqu'un fragment du règlement écrit par Claude Bourgelat figure dans le « Serment de Bourgelat » encore prononcé aujourd'hui : « Toujours imbus des principes d'honnêteté qu'ils auront puisés et dont ils auront vu des exemples dans les Ecoles, ils ne s'en écarteront jamais. Ils distingueront le pauvre du riche. Ils ne mettront point à un trop haut prix des talents qu'ils ne devront qu'à la bienfaisance et à la générosité de leur

patrie. Enfin, ils prouveront par leur conduite qu'ils sont tous également convaincus que la fortune consiste moins dans le bien que l'on a que dans celui que l'on peut faire

notes :

- ¹ ALNOT (Laure) : « La vie et l'œuvre d'E. Leclainche », Paris, E.N.Vét., 1996.
- ² LECLAINCHE (Emmanuel) : « Histoire illustrée de la médecine vétérinaire », Albin Michel, t.2, p. 96, 1955.
- ³ Il s'agit du directeur de l'école, Péan.
- ⁴ A.D.AUBE : C 1668, lettre de Bertin à l'intendant Rouillé d'Orfeuil, mai 1769.
- ⁵ BOURGELAT : 1765, viij-ix.
- ⁶ HUBSCHER (Ronald) : « Les maîtres des bêtes. Les vétérinaires dans la société française (XVIIIème-XXème siècle) », Paris, Odile Jacob, 1999.
- ⁷ WADEL (Patrick) : « Nicolas Mougins, artiste vétérinaire (1748-1822) », in « Les Cahiers haut-marnais », 1993, n°194-195, p.44 à 59.
- ⁸ A.D. MARNE : C 435.
- ⁹ A.D. MARNE : C 456, lettre de Bourgelat, Paris 14 février 1778.
- ¹⁰ Village au sud de Châlons, aujourd'hui dans le département de la Marne.
- ¹¹ A.D.MARNE : C 456, Bourgelat, 14 février 1778.
- ¹² A.D.MARNE : C 456, Bourgelat, 14 février 1778.
- ¹³ A.D.MARNE : C 456, Borgelat, à l'intendant, 24 janvier 1778, en réponse à une demande des officiers de Sainte-Menehould qui veulent employer Le Roy.
- ¹⁴ A.D.HAUTE-MARNE : C 164, lettre de Chabert, Alfort, 4 mai 1787.
- ¹⁵ A.D.MARNE : C 456, Bourgelat à l'intendant, Paris 18 mai 1778.
- ¹⁶ A.D.MARNE : C 456, Bourgelat à l'intendant, 10 septembre 1778.
- ¹⁷ A.D.MARNE : C 456, 20 septembre 1785.

LE BULLETIN de Liaison des Professeurs d'Histoire-Géographie de l'Académie de Reims

revue trimestrielle

dépôt légal : 2^e trimestre 1991
ISSN : 1256-7353

Directeurs de publication :

Patrice Gielen - Pierre Moraine

Comité de rédaction :

Olivier Caruso - Patrice Gielen - Pierre Moraine - Marie-Claire Ruiz

Correspondants départementaux :

Ardennes : Véronique Poggioli - Anne Verlaine

Aube : Jean-François Mabile - Anne-Lise Pleux

Marne : Maryse Baudson - Philippe Nélis

Haute-Marne : Jean-Noël Guyenet - Thierry Toti

Réalisation et mise en page :

Olivier Caruso

Impression, Ventes et Abonnements :

Centre Régional de Documentation Pédagogique de Champagne-Ardenne
47, rue Simon 51 100 Reims
Tel: 03 26 49 58 58
Fax: 03 26 49 58 33

Aux auteurs :

Les articles doivent, dans la mesure du possible, être fournis sur disquette au format Apple Macintosh ou IBM PC. Enregistrez vos articles au format de votre traitement de texte habituel. Ne faites aucune mise en page, seulement un retour à la ligne en fin de paragraphe, et éventuellement une ligne vierge pour séparer les grandes parties. Fournissez toujours une version papier pour pallier d'éventuels problèmes de transfert.

L'iconographie doit être de bonne qualité, avec des contrastes bien marqués.

Tous les documents seront retournés si vous fournissez une enveloppe suffisamment affranchie à votre adresse.

**Expédiez vos disquettes
ou vos courriels à l'adresse suivante :**

BLPHG - Olivier CARUSO
11, Lotissement du Moulin
51 170 Faverolles et Coëmy
Tél : 03 26 97 45 82
courriel : blphg@ac-reims.fr

La Résistance dans l'Aube

suite du dossier de l'AERI

Voir bulletin n° 32 - mars 2004

A la fin de 1940, la Résistance est embryonnaire dans le département. Cependant des résistances individuelles se mirent en place. Il faudra attendre 1942 pour observer une résistance organisée. Le premier réseau est mis en place est *Hector*. Celui-ci existe déjà en octobre 1940, mais disparaît rapidement suite à des arrestations. En juin 1941, c'est le mouvement *Ceux de la Libération* et *Libération Nord* (Fondée en novembre 1940) qui s'installe dans le département. *Libération-Nord* s'installa seulement en 1942 en Champagne méridionale sous l'impulsion du Rémois Guyot (Christian), délégué pour la région avant que Gabriel Thierry ne le remplace. Toutefois plusieurs réseaux s'organisent.

A l'Automne 1942, les FTP étaient organisés et en août 1942 sous l'impulsion d'officiers anglais naissait les *Commandos M.*(SOE). On note également l'existence du réseau Sanson d'André Dalit et Portailier. Les *Franco-tireurs partisans*, *Ceux De La Libération* et l'antenne auboise du S.O.E s'affirmèrent. Progressivement, on assiste à une véritable tripartition des fonctions où chacun joua un rôle défini. Seul *Libération-Nord* resta en marge, possédant certes des dirigeants de qualité mais sans pouvoir prétendre posséder un réel soutien populaire.

Un homme a joué un rôle fondamental dans la genèse de la résistance auboise. Il s'agit de Georges Wauters. Cependant, il ne verra pas les efforts de son travail, car traqué par la Gestapo il s'enfuit en Angleterre pour revenir dans l'Aube à la Libération.

La majorité des fondateurs des mouvements ne verront pas la fin de leur action. Nombreuses furent les arrestations et les déportations. Dès l'origine, la pression de l'occupant et des forces de Vichy seront-elles que la Résistance auboise paiera un lourd tribut humain. Ainsi le martyr de la résistance auboise signifie largement l'importance de l'action de la résistance dans le département.

LA GENESE RESEAUX ET MOUVEMENTS

Le réseau Hector

Le lieutenant Wauters est blessé au cours de la campagne de France et rentre en zone occupée le 2 septembre 1940. Il fut contacté par un agent parisien de la France libre qui souhaitait des informations sur les mouvements de troupes ennemies dans le département de l'Aube. Il signe son engagement dans la France libre en octobre 1940. Il contacte Raymond Mayer, Fernand Hestin (anciens aviateurs), Férat garagiste à Mailly-le-Camp, André (ex commandant de DCA), Mathelin, Jean Potron (poste central de renseignements de la gare de Troyes, Jean Solivellas (mairie de Troyes) et d'autres personnalités. C'est la naissance du réseau Hector. Ces hommes affrontèrent brièvement la concurrence d'un mouvement, l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.), créée en zone nord, à Paris, quelques mois après l'Armistice. Celui-ci fut fondé par le colonel Touny et Blocq-Mascart. A l'origine, il y avait la volonté d'en faire un bloc d'inspiration militaire, avec nombre d'officiers issus des états-majors et divisés en cellules départementales. Dans l'Aube, il est difficile de préciser l'origine exacte de l'O.C.M. Plusieurs confusions ont été commises avec des réseaux de caractères similaires. Il est possible de citer le réseau URANUS et le service de renseignements KLEBER-NORD.

Vers le CDLL

Les mouvements souffrirent des cloisonnements insuffisamment respectés, ce qui provoqua des pertes significatives. A l'instar de *Ceux de la Libération* (C.D.L.L.) qui naquit de la destruction du groupe Hector en mars 1941, suite à l'arrestation d'un fils du colonel Heurteaux, repéré par la police, il ne put éviter d'être capturé. A partir de ce moment Wauters fut coupé de l'organe parisien et intégrera une autre formation. Quelques semaines de flottement se produisirent avant qu'ils ne parviennent

à s'introduire parmi le mouvement *Ceux de la Libération*.

La résistance communiste

Après une période d'hésitation (du décret-loi Daladier du 26 septembre 1939 dissolvant le P.C.F.), le parti communiste se réorganisa. Dès les premiers mois de l'occupation allemande, en juillet 1940, Jean Baillet, responsable parisien du Parti communiste (secrétaire avant-guerre de la fédération Seine-ouest) reçut la mission d'assurer la coordination entre le Comité Central clandestin et les communistes de l'Aube. Il obtint une entrevue avec Maurice Romagon, secrétaire fédéral du P.C. départemental et ancien conseiller du 3^{ème} arrondissement de Troyes (qui appréhendé en 1939, parvint à s'évader de la prison de Dijon en juin 1940). Une réunion se déroula alors le 5 septembre 1940, au lieu dit le château des Cours à Saint Julien les Villas, dans la proche agglomération troyenne. Les 9 participants appartenaient au P.C. : Maurice Romagon et son fils Pierre ; Eugène Killian ; Auguste Lienhardt ; Alphonse Schoenenberger ; Alfred Charles ; Jean Meyer ; Emile Afoufa et Alice Cuivilliers.

Tous insistèrent sur l'accomplissement d'un projet comprenant trois dimensions prépondérantes : récupérer les armes abandonnées par l'armée française ; produire des tracts contre la politique du gouvernement de Vichy ; permettre la distribution la plus large possible de ces tracts. Sur le plan théorique s'établit parallèlement un Conseil Départemental de l'Aube de la Résistance Française, aux fonctions encore embryonnaires. Durant cette phase préparatoire, Maurice Romagon sollicita le concours d'André Parise de Romilly sur Seine (centre ouvrier dans la partie septentrionale auboise) pour élargir le champ territorial de l'activité. Ils se rencontrèrent au champ de tir de Romilly, aux Hauts Buissons, en présence d'un autre militant communiste de la cité romillonne, Raymond BALDET.

Leurs activités se concentraient particulièrement sur les diffusions de documents, le détournement des affiches et des panneaux de propagande. Le système des liaisons reposait exclusivement sur les femmes et les jeunes filles. En mars 1941, dans la zone romillonne, Raymond Birer puis Marcel Bulard devinrent les deux principaux représentants locaux avec Lucien Roy et se placèrent sous l'égide de Bouheleir, chef de secteur. Une organisation constituée de triangle s'installe dans le département.

Les FTP (Francs Tireurs et Partisans)

Les FTP aubois sont opérationnels à la fin de l'année 1942. Cela correspondait à l'échelle nationale à des principes nouveaux. Le Comité Militaire National substitua la lutte armée à la distribution de tracts. Le Front National, orienté vers la propagande, se dota d'une branche militaire, les F.T.P. au cours du second semestre 1942 pour faire face aux exigences nouvelles. Utilisant initialement l'O.S., les F.T.P. souhaitaient accueillir tous les hommes, sans distinction politique ou confessionnelle.

Résistance-Fer

Résistance-fer verra le jour au milieu de l'année 1943 lorsque Lucien Bourgeois contacta le sous inspecteur Thierry et le sous chef de section Launay afin de mettre en place un comité de cheminots qui constituera l'origine de résistance -fer.

La fonction était de donner des indications scrupuleuses sur les trafics ferroviaires ; provoquer les conditions favorables à l'exécution des sabotages (voies, matériels...). Toutes ces dispositions avaient déjà été prises précédemment par des entités isolées et Résistance-Fer se proposait de fusionner le potentiel humain pour garantir l'efficacité. André Conin, Baudry, Blot, Pannier, Guillaume entrèrent dans l'organisation. A l'origine, ce comité décida d'effectuer uniquement des actes illicites sur les wagons partant pour l'Allemagne.

Puis Londres se résolut à tirer profit d'un réseau pouvant fournir des synthèses sur la direction et la contenance des convois ennemis, sur leur itinéraire et l'heure d'atteinte des différentes gares. De telles directives devaient à la fois faciliter les interventions aériennes alliées et limiter les pertes de la population civile résidant près

des objectifs virtuellement exposés.

Paul Duval, agent S.N.C.F. au 2^{ème} arrondissement, s'employa à concrétiser ces ordres. Pour réaliser expressément cette mission, Marchand et Levault, contrôleurs au service des lignes téléphoniques aériennes, assistaient Duval, se souciant plus particulièrement des écoutes clandestines par branchements directs sur les câbles.

Hughes Portailier, qui possédait un poste-émetteur-récepteur radio, recueillait tous les résultats, sous l'égide de Maurice Dalit. De fait, *Résistance-Fer* maintenait des complicités dans la presque totalité des gares champenoises (comme Charles Devaux à Bar sur Seine ou Louis Maillot à Romilly) et même dans quelques-unes des départements limitrophes.

Mais à l'été 1943, le dispositif fut étêté. Gabriel Thierry, chef régional de Résistance-Fer, se réfugia à Paris où il continua à diriger à un niveau plus élevé. Au terme de débats internes, Pierre Bernard (Fluteau), inspecteur S.N.C.F. (agent technique de la surveillance générale de la gare de Troyes) lui succéda avec comme auxiliaire Paul Duval (Leloup).

D'où la création en août 1943 du Comité de Résistance S.N.C.F. avec les deux personnalités citées peu avant auxquelles vinrent se greffer quatre Troyens : Marcel Aubin (Pillot), contrôleur technique adjoint ; Pierre Leveau (Diora), des services techniques ; René Chapouteau (Lagneau) ; Jean Fontaine (Tonneau), dessinateur.

Une réunion du Comité de Résistance S.N.C.F. se déroula le 6 novembre 1943 pour entériner la naissance d'équipes de sabotage. Fluteau commandait, accompagné de Leloup et de Lagneau. Pillot s'occupait des secours éventuels pour lesquels un docteur fut pressenti. Dans tous les cas, *Résistance-Fer* sembla le premier agrégat résistant qui se dota d'un organisme collégial, à vocation délibérative quant à la prise de décisions.

RESEaux ET ACTIONS L'Armée Secrète

L'A.S. se manifeste à partir du Centre de Libération des Prisonniers de Guerre de Troyes (C.L.P.G.) indissoluble de l'environnement propre à l'Armée d'Armistice démobilisée. L'impulsion est donnée par le commandant Emile Alagiraude, à la tête du C.L.P.G. Il eut préalablement l'occasion

d'offrir ses compétences à des prisonniers rapatriés et à des évadés, à qui il donna les pièces indispensables au franchissement de la ligne de démarcation.

Ces agissements et l'attitude anti-allemande d'Alagiraude incitèrent Hoppenot à faire appel à lui en juillet 1943 afin qu'il se consacre exclusivement au ressort militaire. Hoppenot conservait les domaines civils et financiers, correspondant avec les organes de tutelle. De fait, il énonçait à Alagiraude (Roland) les instructions parisiennes, tout en rendant compte du travail afférent accompli. Les recrues appartenaient pour la plupart au Centre de Libération où s'établit un état-major avec l'adjudant-chef Unterwald, le capitaine Alexandre Bouguier, le sergent Henry, les adjudants Harand et Renard.

D'autres sympathisants les augmentèrent : le capitaine Poirier, le lieutenant Jean Haversin, Lanez de Brienne le Château. Certains intégrèrent l'A.S. quoique appartenant déjà à d'autres organisations, essentiellement le B.O.A. A l'instar de Gérard Bernet de Mussy sur Seine, déjà lié à Louis Dege, au docteur Bell de Saint Julien les Villas et au notaire Gauthier des Riceys.

Toutes les sensibilités sociales se trouvaient associées : comme Bardet de Ville sous la Ferté, l'inspecteur de police Hubert Danesini et le commissaire Bougard de Troyes, Jacques Jeanny et Jean Solivellas, Maurice Roussineau de Bar sur Seine, etc... Une analyse succincte permet de remarquer que la majorité de ces militants détenait une pratique des formes clandestines.

Le 1^{er} juillet 1943, ce rassemblement prit le nom d'Armée Secrète pour mettre en évidence son caractère à dominante militaire et exclure de ses activités toute préoccupation à connotation politique. Créée localement, il se dissociait complètement de l'Armée Secrète du général Delestraint, née en mars 1943 (agglomérant l'O.C.M., Libération-Nord...). Dans cette intention, l'A.S. auboise se voulait un simple prolongement du réseau C.D.L.L.-Action.

Mais à cause de la complexité des connexions et de leur expansion continue, il fallut mettre directement en relation Roland avec les rares émissaires parisiens connus. A partir de cet instant, Hoppenot cessa de se rendre au C.L.P.G. où se situait pour des motifs de commodité le siège paramilitaire.

Dès octobre 1943, une note fut élaborée au sujet de la composition interne de l'A.S. : elle acceptait tous les combattants de la Résistance qui gardaient leur autonomie politique et administrative. Un officier qualifié en principe et en fonction représenterait chaque mouvement à l'Etat-Major (E.M.) de l'A.S. Cet officier coopérant avec l'E.M. devait servir d'intermédiaire et recueillir les comptes-rendus demandés par l'E.M. de l'A.S.

Pour concrétiser ces souhaits, la division du département en sous-secteurs intervint avec l'existence d'unités territoriales. En théorie, chaque sous-secteur relevait d'un officier secondé par un adjoint. Ils se chargeaient du recrutement pour le jour J, encadrant les volontaires et pourvoyant à leur instruction. On leur assignait la surveillance des villages, faisant la police sur la zone dévolue, tout en obéissant scrupuleusement à l'A.S. Un projet si ambitieux suivait amplement les injonctions du plan de mobilisation français de 1939-1940.

Alagiraude se résolut à segmenter l'espace départemental en 7 sous-secteurs convergeant vers Troyes, ayant chacun pour axe les routes nationales y aboutissant. Un 8^{ème} sous-secteur prit forme à l'intérieur même de l'agglomération troyenne qui se dota d'un statut spécifique relatif à son importance stratégique. Ainsi différents axes quadrillaient la région le département

De cette armée secrète émane sur-tout le maquis de Mussy-Grancey.

secteur 1	Arcis sur Aube-Mailly le Camp
secteur 2	Piney-Brienne le Château
secteur 3	Lusigny-Vendeuvre sur Barse-Bar sur Aube
secteur 4	Bar sur Seine-Mussy sur Seine
secteur 5	Bouilly-Auxon-Ervy le Châtel
secteur 6	Estissac-Villeneuve l'Archevêque
secteur 7	Méry-Romilly-Nogent sur Seine
secteur 8	Troyes et son agglomération

Entre le 6 juin 1944 et le 3 août 1944, le maquis de Mussy-Grancey voit son effectif augmenter considérablement : il passe d'une cinquantaine d'hommes à plus de mille.

Une étude statistique effectuée à l'occasion d'un mémoire de maîtrise a permis de dégager leur âge, ainsi que leur origine familiale, géographique et sociale :

Leur âge : (à partir de 847 cas)

- Les 17-24 ans représentent 57 % de

l'effectif total, parmi ceux-ci se trouvent notamment des réfractaires au STO.

- Les 25 – 34 ans représentent 26,4 %.

- Les 35-44 ans : 12%.

- Les 45-57 ans, ainsi qu'un homme de 72 ans : 3,8 %.

L'âge moyen est de 26,4 ans.

Leur situation familiale : (sur 839 cas)

- 60 % de ces hommes sont célibataires

- 38,5 % mariés

- 0,95% veufs

- 0,35% divorcés.

Leur origine géographique : (sur 809 cas)

- 34, 5 % sont issus de quatre cantons du sud-est du département (Mussy-Sur-Seine, Bar-Sur-Seine, Les Riceys et Essoyes).

- 28, 2 % de l'agglomération troyenne.

- 19, 4 % du reste du département de l'Aube.

- 1,36% du département de la Côte d'Or.

- 4,4 % de la région parisienne.

- 8,77% d'autres départements.

- Enfin 3,33% sont étranger, en particulier des prisonniers de guerre Algériens et des Russes échappés de l'armée allemande.

Leur origine sociale : (sur 825 cas)

- 28, 6 % font partie du secteur primaire (dont environ 70 % d'agriculteurs, 20,7 % de bucherons ou charbonniers et 8,5 % de viticulteurs).

- 46, 8 % sont des ouvriers, des artisans - commerçants.

- Plus de 21 % sont des fonctionnaires et des employés de bureaux.

- 2, 5 % sont étudiants ou sans profession.

Plusieurs remarques s'imposent donc sur la composition de ce maquis : Les maquisards sont jeunes et par conséquent souvent célibataires. Ils sont originaires des environs proches et rarement du nord, du sud et de l'ouest du département où d'autres maquis sont fortement implantés (les Commandos M et les FTP). Enfin, les secteurs primaires et secondaires dominent largement.

Parachutages et sabotages

Le premier parachutage en zone occupée fut réalisé en février 1943 près de Nogent sur Seine avec 5 conteners et une radio. Les parachutages devinrent rapidement l'affaire des BOA. (Bureau des Opérations aériennes). Son action consistait à chercher des terrains et de les signa-

ler à Londres avec un code clé qui lui était donné. Elle consistait également à créer des équipes de réception avec un responsable de secteur (balisage du terrain et réception des containers) Les messages étaient retransmis la veille ou le jour des parachutages sous l'appellation- « voici des messages personnels ». Il y eut des pertes importantes ce qui démontrent l'acharnement de l'occupant à vouloir démanteler le B.O.A.

D'après les souvenirs de M. Mathieu : « *L'Aube a reçu le 1^{er} parachutage en zone occupée en février 1943, lieu dit « le clos » près de Nogent sur Seine. (5 containers et 1 agent radio)*

Le message était : « le lièvre est un drapeau »

Le deuxième a eu lieu à Bar sur Aube en mars 1943 avec le code : « Juliette a mal au dent »

Puis ils se succédaient avec plus ou moins de bonheur jusqu'au jour de la libération, quelque message : »le Canada est un pays froid », « la perruche est verte », « le boudin est bon », « Ernest a trop bu ».

Ces messages n'étaient pas sans remuer profondément les équipes auxquelles ils étaient destinés. Les hommes sachant qu'ils allaient courir quelques risques au cours de la nuit suivant leur réception ».

Les principaux chefs cités sont Waueters Georges, chef régional.

Mahée Georges, Panas Jean, Solivellas Jean, Docteur Bell, Weyssièr Maurice, Clavel Pierre, Guérin, Baudiot

Plusieurs terrains étaient répertoriés avec un nom de code. Ainsi on distingue en 1944: la Celle sur Ource, Gommeville, la ferme du beauregard,, la ferme réveillon, Cunfin, les Riceys, Grancey sur Ource, Les Noé-les Mallets.

Les opérations de sabotages efficaces n'étaient possibles qu'avec l'apport des parachutages. On peut citer l'explosion du dépôt de locomotive à Troyes-Preize dans la nuit du 2 au 3 juillet 1943. Treize machines furent mises hors d'état par une opération organisée par Gabriel Thierry. L'importance des actions démontrent l'importance de la Résistance auboise.

QUELQUES EXEMPLES

Les maquis s'organiseront à partir de l'automne 1942. Le premier maquis fut celui de Libération-Nord dans les bois des

Grandes Chapelles en octobre 1943. Il fut dispersé par une attaque allemande en mars 1944 et se reconstitua à Montaigu sous les ordres Maurice Montenot. Au printemps 1944, on constate l'installation de maquis FTP sous les ordres de Pierre Ouy (Deglanne) dont le principal fut le maquis de Saint Mards en Othe qui subira un assaut allemand le 20 juin.

Les Commandos M

Le 6 juin, l'AS appelle ses hommes au maquis M. Ils s'installent au nord de Troyes, dans la région de Longsols sous les ordres de Maurice Dupont (Yvan). Les effectifs montèrent à 300 hommes environ. Ils furent connus sous le nom de Commando M. Ceux-ci faisaient partie de la section française du S.O.E. C'est le « Spécial Opérations executive » organisé sur l'initiative de Churchill dès 1940. Primitivement créée pour atteindre au sol le potentiel économique et industriel de l'occupant. Le chef de la section française du S.O.E était le Major Maurice Buckmaster qui faisait partie de l'état-major du Général Koening en mai 1944. Ce Commando deviendra le 31^{ème} bataillon du 106^{ème} Régiment d'Infanterie.

Il existe dans l'Aube dès août 1942 sous le nom de réseau Buck Abélard et devient Commandos M avec l'arrivée du Commandant Yvan (oct. 1943). Le capitaine Yvan remplace le capitaine Mulsant qui doit s'isoler quelques temps. Malheureusement, il sera arrêté et déporté à Buchenwald.

Les tâches initiales sont de fonctionner comme un service de sécurité et de renseignements. Plusieurs services sont créés et s'ignorent les uns et les autres. On dénombre des services sanitaire, de radio et des sections de camouflage et de ravitaillement. Il dispose d'environ 350 hommes situés dans l'est du département. On peut citer Maurice Antoine, Duret, Raymond Saucy, Roze, Ropert et Lucien Debert à Lesmont. A Brevonnes, on trouve René Jaillant, Sulemy, Million, Charpentier, Gilbert et Cavaert. A Brétigny, il y a Lejeune et Villehardouin ; tandis qu'à Dienville on remarque André Pont et Felix Gay. A partir du 1^{er} juin 1944, les missions confiées seront d'occuper le nord et le nord-est du département. Cette occupation sera complétée par un travail de harcèlement des convois de l'ennemi sur ses lignes de communications (sabotage des lignes de hau-

te tension, d'écluses et routes). Parallèlement des tâches de réceptions de parachutage seront réalisées. A partir d'août, les *Commandos M* réaliseront des actions de harcèlement et de protection des ponts de passage sur l'aube. C'est ainsi que les troupes Américaines purent franchir l'Aube pratiquement sans combats et sans avoir à en assurer la sécurité. Aux veilles de la libération de Troyes, la plus grosse partie des Sections des *Commandos M* fait mouvement sur les points désignés, prenant position à Arcis, Ramerupt, Nogent sur Aube, Coclois, Brillecourt, Précý saint Martin... Alors que Troyes était déjà libéré, de violents combats s'engageaient notamment à Ramerupt et Nogent sur Aube les 30 et 31 août et les premiers jours de septembre.

Dans ces jours, des éléments mobiles des Commandos mobiles ratissaient les bois de part et d'autre de la rivière l'Aube, traquant les éléments ennemis qui s'y dissimulaient en vue d'un regroupement, ou d'actions sur les ponts utilisés par nos alliés, dont la garde fut assurée jusqu'au 4 septembre.

L'AS à Mussy-Grancey

Montcalm (commandant Alagiraude), chef des FFI départementales prit le maquis le 6 juin 1944 avec une cinquantaine d'hommes à Cunfin. Progressivement Montcalm a regroupé autour de lui, en mai 1944, dans la région de Bar sur Aube, plusieurs de ses adjoints pour former le maquis de Mussy Grancey.

Le 6 juin 1944, des groupes clandestins se sont implantés au château de Beaumont (Cunfin), à la ferme d'Arconville. Montcalm installe son état-major et reçoit des groupes organisés à savoir : le détachement de la Garde mobile de Saint Mesmin, une vingtaine de gardiens de la paix de Troyes, la section de Virey sous Bar et Courtenot, différents groupes constitués dans les communes. L'effectif du maquis atteint rapidement 200 hommes. Montcalm s'installe donc dans le massif boisé entre Mussy et Grancey aux abords de la ferme de Vauxhoue. La ferme Réveillon, située à l'écart et d'accès facile, est désignée comme centre mobilisateur où devront se rendre tous les renforts destinés au maquis. Le massif boisé est organisé et défendu de toutes parts par quatre compagnies de combat sous le commandement d'un Chef de Bataillon. L'état-major est sous les or-

dres du Commandant Poirier et comprend : une compagnie des services, des secrétaires et des dactylographes, un service de transmissions, un service sanitaire, une armurerie, un trésorier, une sécurité militaire et une compagnie franche pour la sûreté et l'action immédiate. L'effectif total dépassera le millier d'hommes. L'armement proviendra de parachutages.

Ils se déplacèrent ensuite au Val du Puits du massif, dans le sud du département dans la région de Mussy-Crancey et était rallié par le maquis de « Libération-Nord », puis de « Ceux de la Libération ». Le 2 août 1944, on comptait 1080 hommes armés, équipés et encadrés.

C'était le maquis le plus important du département. Il fut attaqué par une division allemande et après 36 heures de combat, il battit en retraite. Il sera rapidement reconstitué à partir du 20 août. Il participera à la libération du département et de Troyes.

Résistance-Fer

Quant à *Résistance-Fer* son action se spécialise logiquement dans la destruction du réseau et du matériel ferroviaire. Outre les différents sabotages, fut mis en place un plan de défense de la gare de Troyes pour le cas où l'ennemi s'en emparerait à l'heure H. Le 5 juin 1944, une action globale sera déclenchée en collaboration avec le maquis de Montaigu qui fournit le matériel explosif. Les FFI et les Commandos M, suite à des accords organisés par Bernard et Aubin avec le commandant Poirier du groupe Montcalm et le lieutenant « Mammoth », doublent les effectifs. L'objectif était l'arrêt complet du trafic ferroviaire. Une série d'actions furent menées au moment de la Libération de Troyes.

Un exemple : La libération de Troyes.

Dès le 22 août, les sabotages et les bombardements alliés alourdissent le climat. Du 6 juin 1944 au 1^{er} août, on compte quelques 234 sabotages ferroviaires, 172 agressions contre des collaborateurs et 893 attentats. Puis le 3 août, c'est le bombardement du nœud ferroviaire de Saint-Julien, le 7 de la batterie DCA de Creney, le 8 du pont de Bernières et le pilonnage de Creney ; enfin le 17, de la batterie de Brienne le Château.

Si les autorités d'occupation évacuent progressivement la cité, l'armée allemande reste sur place avec l'intention de se défendre. L'état major allemand organise

une retraite générale car elle sait que la bataille de France est perdue. Ainsi il lui faut éviter l'encerclement et conserver une route vers les Vosges. En effet, elle est poursuivie par les armées alliées qui remontent de l'Ouest et de la vallée du Rhône.

Le département de l'Aube, ainsi que ceux de la Marne et de la Côte d'or, prennent une importance capitale. L'état major allemand décide de la mise en défense de la ville et utilise pour cela des troupes qui remontent de la région parisienne et du Centre dont l'Afrika-Korps entre Châtillon et Chaumont. Le général Von Schram, commandant du secteur, installe une défense en profondeur qui s'appuie sur une double ligne de défense. La première ligne débute au Haut clos pour rejoindre Les Charceaux, la Seine à Saint-Julien, le digue de Pont-Hubert, Pont-Sainte-Marie, le moulin de Fouchy, l'église de la Chapelle, les Noës, Chanteloup et Echenilly. La deuxième ligne prend à Rosières et rejoint Bréviandes, Villechétif, Creney, Lavau, Barberey, le croisement de la route de Montgueux, la ligne de Sens, la fontaine Nagot, le croisement de la route nationale entre Saint-André-les-Vergers et Saint-Germain. Les forces allemandes dans la ville sont d'environ 3000 hommes en majorité issus de la 51^{ème} brigade de Panzergranadier SS et 12000 entre Saint Lyé et Bréviandes. Le poste de commandement est à l'école normale et deux groupes SS sont installés avenue Pasteur et aux établissements Gilliers, rue de la Mission. Quelques batteries d'artillerie sont installées rue de l'Isle, au palais des Sports et à Saint-Julien. Le 21 août, des unités SS prennent position sur le boulevard de Dijon. Le lendemain, la Milice occupe l'Hôtel de ville. Parallèlement les ponts de l'agglomération sont minés.

Tandis que les SS procèdent à l'évacuation de la Rivières de Corps, de Torvilliers, de Sainte Savine et d'une partie de Saint-André-Les Vergers. Il apparaît que la Gestapo tente d'installer un climat de terreur dans la ville pour que la Résistance et la population restent calmes. C'est l'épisode tragique des fusillés de Creney. La Gestapo de Rennes vient chercher 49 détenus à la prison Hennequin de Troyes sur le prétexte de creuser des tranchées. Ces 49 hommes seront fusillés. Autour de la ville, on compte plusieurs massacres dont Buchères et Précy-Saint-Martin.

En tout état de cause, la libération de la ville ne s'annonce pas comme une promenade de santé. Les troupes allemandes sont présentes et disposent d'une artillerie importante. On compte près de 80 canons dans le secteur de Romilly. La III^{ème} armée américaine du général Patton se divise en deux colonnes après Orléans, la 4^{ème} division reçoit l'ordre de prendre Troyes. Celle-ci est commandée par le général Bruce C. Clarke. Sur le plan stratégique, il est clair que la mission de l'armée Patton est de s'enfoncer dans le système défensif allemand pour l'empêcher d'être opérationnel. La vitesse devient donc un élément déterminant dans un gigantesque mouvement en tenaille qui doit se terminer à Troyes. Ainsi la branche principale de l'armée Patton se dirige sur l'Aube. A Villemaur, elle se divise en deux, le groupe Oden doit franchir la Seine par le nord et le groupe West doit s'emparer de la ville et sécuriser les ponts. Pendant ce temps là, une colonne plus légère de l'armée Patton occupe Nogent sur Seine, puis Romilly. La manœuvre d'encerclement se déroule sur deux échelles et paralyse la défense allemande qui manque de soutien aérien et est assez mal équipée en liaison radio. Les américains jouent donc sur la surprise et la désorganisation due à l'action de la résistance.

La résistance auboise va jouer un rôle dans l'action militaire qui s'engage. Les FFI du commandant Montcalm tiennent solidement le triangle formé par les routes de Troyes, Belfort et Saint-Florentin. Un bataillon s'engage dans le pays d'Othe. Une compagnie franche se tient en réserve près de Buchères. Les FTP du commandant Deglane prennent position dans l'espace compris entre les routes de Saint-Florentin et Sens. Ils procéderont au « nettoyage » des îlots de résistance allemande dans le secteur de la forêt Chenu. Les commandos M du commandant Yvan reçoivent les parachutistes canadiens et doivent couper la retraite à l'ennemi et protéger les ponts de l'Aube de Précy saint Martin à Arcis sur Aube. Ils reçoivent l'appui de l'aviation américaine pour agir efficacement.

Le 25 août, une première colonne arrive de Montgueux et pénètre par les Noës et les Marots... Les américains lancent à grande vitesse les chars suivis de half-tracks dans la ville afin de surprendre l'adversaire et éviter le piège du combat de rue. Cependant les Allemands parviennent

à décrocher. Les officiers allemands connaissent leur métier. L'état major allemand sait que la bataille de France est perdue et que l'essentiel est le repli en bon ordre en s'appuyant sur quelques axes de communications.

Le martyr aubois

Au moment de l'érection du monument de la Résistance et de la Déportation dans l'Aube (1955), le préfet Pierre-Marcel Wiltzer avait fait établir une liste des victimes de la présence nazie dans l'Aube. Ce travail ancien n'a pas été contesté par d'autres travaux universitaires à ce jour. On peut donc s'y référer. Les Allemands ont opéré quelques 1200 arrestations. On déplore 28 otages fusillés (21 à Clairvaux et 7 à Troyes). Par contre le tribunal allemand a condamné à mort 30 personnes dont 7 à Troyes, 4 à Creney et 19 à Montgueux. Le nombre des massacres est édifiant. 410 Aubois ont péri pour faits de résistance ou victimes innocentes de représailles. Ainsi on compte dans l'ordre décroissant, 74 personnes à Troyes, 62 à Buchères, 49 à Creney, 27 à Saint-Mards en Othe, 24 à Mesnil Saint Père, 16 à Mussy sur Seine, 14 à Précy saint Martin, 13 à Lusigny sur Barse, 12 à Montreuil sur Barse. Puis des chiffres moins importants puisque l'on dénombre 11 décès à Bar sur Seine et à Essoyes, 9 à La Rivières de Corps et Bourguignons, 6 à Chauffour les Bailly. Encore, respectivement, 5 à Bligny, à Origny le sec, à Sainte Savine ; 4 à Aulnay, à Bréviandes et Payns, 3 à Chappes, à Méry sur Seine et à Montpothier ; 2 à Villenaux la Grande et La Chapelle Saint Luc, Lévi-gny, Morvilliers, Pâlis, Vauchassis, Ville-moyenne, Vitry le Croisé. Enfin 1 personne dans les communes de Courtenot, Courterange, Estissac, Fouchère, Freynoy-le-Chateau, Pars les Romilly, Pel et Der, Radonvillier, Rilly sainte Syre, Romilly sur Seine, Saint Benoît sur Seine, Saint Germain, Saint Julien les Villas, La Saulsothe, Soulaines, Trancault, Vallentigny, Vaudes, Verpillières, Villemaur sur Vanne.